



ENJEUX ÉLECTORAUX

Kinshasa refuse toute solution importée



Des électeurs dans un bureau de vote

Dans une déclaration hier, le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, a insinué qu'une rébellion qui ne dit pas son nom, concoctée de l'extérieur, serait en préparation avec l'aide des pays voisins qu'il met en garde contre toute visée déstabilisatrice de la RDC. À la base, les propos ambigus tenus le 23 mai par le président français, lors du point de presse ayant sanctionné la visite

effectuée en France par le président Paul Kagame, par ailleurs président en exercice de l'Union africaine. La RDC, a-t-il dit, est jalouse de sa souveraineté et ne laissera personne, État ou groupe d'intérêts, en Afrique ou hors du continent, s'ingérer dans ses affaires intérieures et se substituer au peuple congolais pour décider de son devenir.

Page 5

BRUXELLES

Le Dr Denis Mukwege s'insurge contre les « ennemis de la démocratie » en RDC

Au cours d'une conférence animée le 28 mai, à Bruxelles, le gynécologue congolais a appelé à une transition politique sans l'actuel chef de l'État, convaincu que la tenue des élections en décembre est peu probable. « Après avoir passé dix-sept ans au pouvoir, épuisé les deux mandats autorisés par la Constitution, glissé pour la deuxième fois, le régime en place cherche les voies et moyens de rester au pouvoir au mépris de notre Constitution », a indiqué le gynécologue. Et le médecin congolais d'ajouter que les ennemis de la démocratie ainsi que de la paix n'ont pas lâché prise sur la RDC et accélèrent des stratagèmes pour atteindre leur but final : son émiettement.

Page 3



Dr Denis Mukwege en conférence à Bruxelles

PRÉSIDENTIELLE 2018

Des actions pour un « retour sécurisé » de Moïse Katumbi



La plate-forme politique « Ensemble pour le changement » a lancé, le 26 mai, à Kinshasa une pétition pour exiger l'arrivée sans problème au pays de l'ex-gouverneur du Katanga. Un document qui a déjà récolté les signatures de certaines organisations de la société civile et des mouvements citoyens. Expliquant les motiva-

tions de cette action, le secrétaire général de cette plate-forme, Delly Sessanga, a noté que par cette pétition, les initiateurs et les signataires veulent exiger le retour de leur leader, Moïse Katumbi, et sa participation libre à l'élection présidentielle attendue le 23 décembre dans le pays.

Page 5

ÉLECTIONS

Bruno Tshibala se fait le chantre de la machine à voter



Arrivée du couple Tshibala à la Fikin (Ph Primature)

Le leader de l'UDPS originelle et Premier ministre a invité les Kinois venus nombreux à son meeting tenu, le 26 mai, à la Fikin à se préparer aux élections et à soutenir la machine à voter qui, selon lui, est plus rapide que les bulletins papiers. Il a affirmé sa détermination à conduire les Congolais aux élections crédibles, « les premières que le pays n'ait

jamais connues ». « La machine à voter n'est rien d'autre qu'une imprimante qui facilite les opérations en temps record. Elle réduit les dépenses. Le Congo est un sous-continent, il faut sûrement réduire le coût de dépenses et la machine à voter facilite mieux cet aspect », a-t-il fait savoir devant une assistance acquise à sa cause.

Page 6

ÉDITORIAL

Mobilisation

Que la communauté internationale dans son ensemble se mobilise enfin pour aider le peuple libyen à sortir de l'ornière dans laquelle il a été plongé ces dernières années ne peut qu'avoir des conséquences positives, même si la bataille pour la paix n'est pas encore gagnée dans cette partie de l'Afrique. Et c'est pourquoi la plus grande attention devra être portée, dans les heures à venir, à la conférence qui se tient aujourd'hui à Paris autour d'Emmanuel Macron et qui réunira les représentants de l'Union africaine (UA), de l'Union européenne, de la Ligue arabe, des Nations unies.

Plus que jamais présent dans la recherche d'une issue positive au drame qui menace la stabilité de l'Afrique du nord et de l'immense zone sahélo-saharienne mais également de la Méditerranée dans son ensemble comme le prouve le déferlement des migrants vers l'Europe du sud, le Congo, notre Congo, qui préside grâce à Denis Sassou N'Gusso le Comité de haut niveau de l'UA créé dans ce but, va pouvoir constater que ses appels à la sagesse, à la réconciliation, à l'unité ont été entendus.

Ce fait est d'autant plus remarquable que pendant longtemps, les pays occidentaux ayant planifié l'assassinat de Mouammar Kadhafi ont refusé de prendre la juste mesure de leur responsabilité dans le drame qui se jouait à Tripoli. Ceci alors même que des mises en garde leur avaient été adressées par plusieurs dirigeants africains dont certains – notre président notamment – avaient pris de grands risques afin de convaincre le « Guide » libyen de se retirer avant que le pire ne se produise chez lui.

L'Histoire retiendra qu'il a fallu attendre l'élection en France du président Emmanuel Macron pour que les lignes bougent sur ce terrain stratégique très sensible. Et sans doute, du moins faut-il l'espérer, constatera-t-elle aussi que le réalisme a fini par l'emporter sur la vision décalée du monde actuel qui avait conduit de grandes, très grandes puissances, à se mêler dangereusement de ce qui ne les regardait nullement. Avec, comme conséquence, une crise qui menaçait la stabilité de l'Afrique et de l'Europe. Disons-le sans détour, l'espoir va pouvoir renaître dans cette partie du monde.

Les Dépêches de Brazzaville

RELIGION

Lancement à Kinshasa de la campagne d'évangélisation de proximité de Reachout

La cérémonie s'est déroulée, le week-end dernier, à l'hôtel Béatrice, dans la commune de la Gombe, sous les auspices du pasteur nigérian du Ministère ecclésiastique Believers Loveworld Aka christ Embassy, Chris Oyakhilome.

Le pasteur Chris Oyakhilome a indiqué que la raison d'être de cette action est la recherche de la paix, soulignant que toute nation sur terre qui a embrassé la parole de Dieu a vu la lumière et le développement dans tous les domaines, parce que l'évangile est la lumière et la parole de Dieu apporte le développement.

La campagne qui vient d'être lancée sera effective en juin. Une rapsodie des réalités, qui est en fait un guide de dévotion et d'études bibliques écrit par le pasteur Chris Oyakhilome, sera distribuée à cette occasion au peuple de Dieu. La « rapsodie des réalités est un chant extraordinaire où je découvre tous les jours les merveilles de Dieu vivant et cela me permet d'examiner ma vie, de trouver de bonnes solutions. Rapsodie des réalités contient la parole de Dieu vivant, elle témoigne la force du Saint Esprit et du Dieu vivant tout en démontrant qu'il n'y a aucune force au dessus de Dieu... », a témoigné Philomène Omatuku, présidente honoraire de l'Assemblée nationale qui a pris part à la cérémonie. Elle a assuré que la rapsodie des réalités est une dévotion qui contient des

paroles qui vont transformer la vie des citoyens de la RDC.

Invitée également à la cérémonie de lancement de cette campagne, la secrétaire générale du Mouvement de libération

cérémonie. Disant prendre la parole comme chrétien, c'est-à-dire imitateur et disciple de Jésus-Christ, il a martelé: « *Devant le Seigneur, il n'y a pas de majorité présidentielle ni d'op-*



« *En christ, il n'y a pas de majorité présidentielle et d'opposition* », dicit Félix Kabange Numbi

du Congo, Eve Bazaiba, malgré sa foi musulmane, a souligné qu'elle pratique « *ce que Jésus (nous) recommande, être Juif chez le Juif et Romain chez le Romain* ». Pour elle, entant que croyante, elle doit « *militier pour protéger les droits des Congolais car un jour Dieu (nous) demandera qu'as-tu fait pour sauver ton pays* ». Parlant de la bonne gouvernance, Eve Bazaiba a fait savoir que les faibles ne doivent pas être écartés. « *Celui qui écrase le faible n'est qu'un lâche...* », a-t-elle lâché.

Le ministre de l'Aménagement du territoire et rénovation de la ville, Félix Kabange Numbi, a honoré également de sa présence cette

position ni de société civile car tous nous sommes des enfants de Dieu ». Il a exhorté les uns et les autres « *à plus d'amour et à prier sans cesse pour le pays* ». Selon lui, Dieu a doté la RDC d'immenses ressources naturelles mais le pays tarde à décoller pour son développement et les Congolais vivent dans un état de pauvreté sans nom. « *Il est temps qu'en tant que décideurs et autorités à différents niveaux, nous puissions confier l'avenir de notre nation à Dieu* », a-t-il estimé, sollicitant davantage de prières afin que le Seigneur donne plus d'intelligence et de sagesse aux dirigeants, pour l'unité du pays et de ses fils et filles.

Blandine Lusimana

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaires des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Durly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé / Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé
Ngonzo

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

VIE ASSOCIATIVE

Le Cridd appelle le Congolais à la conquête de sa destinée

Le Centre républicain Ishango pour le développement et la démocratie (Cridd) s'est étendu sur le sujet à la cérémonie de sortie officielle, le 26 mai à Kinshasa.

À la présentation du Cridd, le Pr Florimond Nyamoga a indiqué : « Enraciné dans la symbolique des Bâtons d'Ishango, porteurs des plus anciennes données mathématiques de l'histoire de l'humanité et incarnant le savoir-puissance originel et un imaginaire propulseur, le Centre porte dans son appellation tout l'axiome de sa philosophie ». Tenue pour « un espace de synergie des scientifiques et intellectuels congolais », la jeune organisation qu'il pilote est constituée de onze personnalités du monde académique, en majorité de professeurs d'université.

Le Cridd, a expliqué le Pr Nyamoga, est ouvert à tout scientifique et intellectuel congolais, quelle que soit sa sensibilité politique. C'est un espace républicain qui promeut la primordiale de la raison, source de la res publica. « Le Centre accepte aussi les étrangers amis sincères du Congo, résidant en RDC ou ailleurs, engagés à contribuer avec les idées et

les ressources, à la propulsion de ce pays vers sa destinée de puissance », a signifié son président exécutif, ajoutant que le Cridd se veut « une école du savoir-puissance et de l'imaginaire-propulseur » qui prône la recherche appliquée.

À cet effet, « le Cridd, école de pensée et think-tank, invite à enclencher la synergie de l'intelligence collective ». Pour ce faire, il recommande de dépasser les illusions de génie individuel, se libérer de l'égotisme sous-développant, s'exorciser du militantisme illogique, afin de trouver en urgence le consensus national sur un ensemble de projets républicains pour bâtir une République congolaise véridique.

Le Centre aspire, en outre, à l'avènement d'un Congo plus beau qu'avant. Il est ici question d'une réinvention du pays fondée sur une reconstruction libéralisée et paraétatique par l'initiative de la société elle-même et qui doit commencer sans attendre, quitte à se « libérer de l'inféconde hégémonie des politiciens ». Car, a affirmé le président exécutif du Cridd, « toute l'histoire des grandes nations démontre que les phases de mutations profondes sont toujours impulsées



Le Pr Florimond Nyamoga lisant son mot de circonstance

par la rénovation du système des pensées d'un peuple ». Aussi cette structure se veut-elle être « le creuset des idées et de l'action du nouvel être congolais producteur du développement superstructurel et matériel ». C'est ainsi qu'au-delà des réflexions stratégiques, le Cridd entend être un catalyseur scientifique des projets républicains réalisables par l'État, certes, mais aussi par la société elle-même de manière autonome. Dès lors, l'une de ses idées-forces est que la reconstruction soit libéralisée et délestée de l'emprise étatique entendue comme l'une des conditions indispensables pour l'accélération de l'élan vers le Congo émer-

gent.

La société doit se prendre en charge

Par ailleurs, le Cridd a évoqué le contexte sociopolitique difficile actuel du pays, avec des incertitudes électorales, des enfants malnutris du Kasai guettés par la mort et la résurgence du virus Ébola. Il s'est dès lors désolé que certaines gens

« semblent se délecter de ces tortures du peuple par des querelles politiciennes presque puériles, des stratagèmes constitutionnels machiavéliques et outranciers ». Ou que d'autres encore concoctent des projets des insurrections anachroniques et absurdes au moment où tous les observateurs avisés et désintéressés de la scène politique congolaise sont d'avis que le pays se trouve à un tournant décisif de sa trajectoire historique. Et donc, le vœu du Centre c'est que les élections de décembre débouchent absolument sur une ère nouvelle, une dispensation réinventrice du Congo. Le destin de toute la na-

tion ne devrait pas reposer, selon le Centre, sur les politiciens seuls, la société a donc l'obligation, soutient-il, « de se prendre en charge pour enclencher sa transformation comme le prescrivait le Héros national Mzee Laurent Désiré Kabila ».

Fort de sa conviction que le Congo doit se constituer en une « grande puissance militaire et économique au cœur du continent africain », le Cridd épouse la vision d'Emery Patrice Lumumba d'un « Congo étoile brillante au cœur de l'Afrique ». Aussi, ses quatre objectifs censés l'emmenner à la matérialiser seraient en substance de « contribuer à une meilleure intelligibilité des dynamiques sociétales congolaises au plan national et sur l'échiquier national ». Cette ambition a trouvé écho dans les deux ouvrages de deux membres du Cridd présentés à l'occasion de la cérémonie du jour. « Des ruines du Zaïre vers le Congo émergent » de Hubert Kabasu Babu et « Les applications des rayonnements ionisants » de Vincent Lukanda Mwamba. Le premier livre préfacé par l'ancien Premier ministre Matata Ponyo a été porté sur les fonts baptismaux par le ministre du Plan, Bahati Lukwebo.

Nioni Masela

BRUXELLES

Le Dr Denis Mukwege s'insurge contre les «ennemis de la démocratie» en RDC

Au cours d'une conférence de presse animée le 28 mai, au Press club Brussels, le gynécologue congolais qu'accompagnaient les Prs André Mbata et Alphonse Maindo a de nouveau appelé à une transition politique sans l'actuel chef de l'Etat, convaincu que la tenue des élections en décembre est peu probable.

La conférence de presse de Bruxelles s'inscrivait dans le cadre d'une campagne de sensibilisation menée par le Mouvement social des intellectuels congolais, mis en place par une quarantaine de professeurs d'universités de la République démocratique du Congo (RDC). « La République démocratique du Congo est à la croisée de chemins de son histoire sociopolitique et humanitaire ainsi que des mandats autorisés par la Constitution. Après avoir passé dix-sept ans au pouvoir, épuisé les deux mandats autorisés par la Constitution, glissé pour la deuxième fois, le régime en place cherche les voies et moyens de rester au pouvoir au mépris de notre Constitution. Il est de notre responsabilité, en tant que citoyens et en vertu de l'article 74 de la Constitution, d'alerter tant l'opinion nationale qu'internationale et de faire barrage à la tentative du système qui régit le pays de conserver le pouvoir, sur la gravité de la situation que traverse notre pays et la nécessité, pour chaque citoyen, de s'engager pour faire échec au système de prédation pour éviter l'implosion du Congo que par la sagesse et la retenue habituelle du peuple congolais nous avons su éviter », a fait savoir le Dr Denis Mukwege.

L'émiettement du Congo voulu par les ennemis de la démocratie

Le médecin congolais a poursuivi que les

ennemis de la démocratie ainsi que de la paix n'ont pas lâché prise sur la RDC et accélèrent des stratagèmes pour atteindre leur but final : son émiettement. « Certes, notre position de faire une transition sans Kabila ne fait pas l'unanimité sur le plan national qu'international de la part des acteurs politiques et économiques au Congo. Mais pourquoi voudriez-vous que cette position fasse l'unanimité de la part des prédateurs ? Tout le monde veut le changement des hommes afin d'apaiser la population, mais ne va pas jusqu'à se positionner en faveur du changement du système », a-t-il regretté. Il a souligné qu'au moment où le Conseil des ministres des Affaires étrangères européen se réunit pour discuter notamment de la situation politique et sociale en RDC, les Congolais, membres de la société civile et professeurs d'universités veulent attirer l'attention du monde sur ce pays qui se meurt.

Une situation humanitaire toujours préoccupante

Au sujet de la grave crise humanitaire qui sévit en RDC, où treize millions de personnes dépendent complètement de l'aide, soit 50% de plus qu'en 2017, le médecin directeur de l'hôpital de Panzi a estimé que celle-ci n'a jamais été aussi pire. « Cette crise sans précédent est directement liée à l'insécurité provoquée par les conflits armés, la crise politique et à la mauvaise gouvernance », a-t-il fait savoir. « Une telle misère n'est plus supportable d'autant plus que selon un autre rapport de l'ONU, le gouvernement congolais fait si peu pour apaiser les souffrances de la population alors que, dans le même temps, ses membres semblent se remplir les poches », a déploré le Dr Denis Mukwege. Il a rappé-



Le Dr Mukwege pendant la conférence de presse

lé, avec une pointe d'ironie, qu'à la conférence humanitaire sur la RDC, le 13 avril dernier à Genève, afin de lever des fonds, les autorités congolaises avaient répondu que la crise humanitaire était due aux facteurs naturels et, pour finir, se sont abstenues d'y participer. « Les 528 millions de dollars américains qui ont été récoltés étaient très généreux, les Congolais vous en remercient, mais malheureusement, ce n'est pas suffisant. L'ONU avait demandé 1,7 milliard de dollars pour sauver les treize millions de Congolais - et plus particulièrement les quatre cent mille enfants au Kasai- qui ont survécu à la pire brutalité de la guerre qui risquent de mourir de faim », a signifié le médecin.

Un pays pris en otage

Pour le Dr Denis Mukwege, la RDC est devenue le pays de « tout va bien Mme La Marquise ». « Il est donc facile de comprendre que dans la stratégie du chaos et de la violence, le pays est pris en otage par un groupe d'individus dont la situation actuelle s'accommode à leurs intérêts », a-t-il martelé, soulignant que seul un processus électoral totalement libre, juste et transparent peut commencer à résoudre toutes ces

crises. C'est pour cela, a-t-il argumenté, les Congolais militent pacifiquement, au risque de leurs vies, pour réclamer le retour à l'ordre constitutionnel avec des élections libres, équitables et transparentes - une condition préalable pour la bonne gouvernance, l'amélioration des conditions de vie, la paix et à la stabilité durables. « La question maintenant est de savoir, par quel miracle ce gouvernement qui a spolié le peuple, qui a bradé nos terres aux prédateurs, qui a fait montre de tant d'incapacités à agir pour le bien de tous, va organiser des élections libres et transparentes dans moins de six mois », s'est exclamé le médecin congolais.

Ramener la RDC à la constitutionnalité

L'orateur a affirmé que plus la crise politique continue, plus la crise humanitaire va perdurer. Seules des élections libres, justes et transparentes peuvent commencer à mettre fin à la crise politique en cours ainsi qu'à la violence et à la crise humanitaire qui l'ont accompagnée, et ramener le Congo à la fois à la constitutionnalité et à une voie démocratique. « C'est pour cela que je fais appel aux pays amis en Afrique, en Europe et en Amérique, mais particulièrement à la SADC, de soutenir le Congolais dans cette démarche de mettre en place un mécanisme de transition citoyenne sans Kabila qui puisse favoriser des élections libres et démocratiques, pour inaugurer des lendemains faits d'espérance en République démocratique du Congo », a lancé le médecin, appelant le peuple congolais à résister contre l'asservissement et substituer la lutte de positionnement à celle de la libération du pays.

Patrick Ndongidi

INTERVIEW

Niclette Mundabi : « L'Afrique devrait davantage s'affirmer à la table des négociations »

Originaire de la RDC, la présidente directrice générale (PDG) de TheLuxe Africa, une société de facilitation d'affaires, basée à Atlanta, aux Etats-Unis. Elle a été sélectionnée cette année dans la catégorie « Business et entrepreneuriat » de l'organisation « Most influential people of african descent » qui récompense, chaque année, deux cents personnalités d'ascendance africaine de moins de 40 ans, les plus remarquables en raison de cent en Afrique et cent dans la diaspora. Elle est également membre de la Joe-Beasley Foundation.

Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Pourriez-vous nous parler de votre parcours académique et professionnel ?

Niclette Mundabi (N.M.) : Je suis la PDG de TheLuxe Africa, une société de facilitation des affaires qui soutient les entreprises africaines avec les outils nécessaires pour développer leurs activités sur les marchés locaux, transnationaux et internationaux. Je suis née à Kinshasa où j'ai grandi jusqu'à l'âge de 6 ans. J'ai ensuite étudié dans plusieurs pays dont l'Afrique du Sud, les États-Unis et le Royaume-Uni. J'ai obtenu ma licence en arts à Cardiff, au Pays de Galles, en 2008, où j'ai également commencé ma carrière en tant que responsable de comptes pour une société de location d'appartements de luxe. C'était la première fois que je travaillais avec une clientèle multiculturelle. J'ai particulièrement aimé car elle m'a appris les différences culturelles et l'importance de trouver un terrain d'entente dans les affaires, surtout dans les négociations des contrats. J'ai ensuite effectué un court séjour chez Martindale-Hubbell, Lexis Nexis, une société d'information sur les professions juridiques à Londres avant d'occuper un poste dans une ONG de promotion des investissements en Afrique dans le secteur agribusiness chez EMRC, à Bruxelles, en 2010. Mon rôle m'a exposé au développement de l'Afrique et aux contributions que les agriculteurs, les exportateurs et les producteurs apportaient dans le secteur de l'agroalimentaire. J'ai finalement quitté EMRC et j'ai créé TheLuxe Africa en 2012. Cette proximité avec les entreprises africaines m'a poussée à découvrir ma réelle vocation et j'ai créé TheLuxe Africa pour

contribuer au développement de mon continent. Au niveau académique, je suis actuellement sur le point de terminer un MBA au Birmingham business school, en Angleterre.

L.C.K. : En quoi consistent les activités de « TheLuxe Africa » et quelle est sa particularité ?

N.M. : La structure de TheLuxe a changé ou plutôt évolué au fil des ans. Nous avons commencé en tant que conciergerie personnelle pour les cadres en Afrique en 2012. Elle a évolué car nous avons réalisé que les chefs d'entreprise étaient beaucoup plus intéressés par la croissance de leurs structures et de leurs activités. Nous avons décidé d'être un facilitateur d'affaires, en obtenant des équipements et matériaux ainsi qu'en négociant les termes de contrats au nom et pour le compte de nos clients. Dans certains cas, il peut être également nécessaire de gérer certains actifs pour eux. TheLuxe s'efforce de travailler avec tous les pays africains, nous avons eu plus d'opportunités au Nigeria et dans la région de l'Afrique de l'ouest mais nous espérons étendre nos activités dans toute l'Afrique.

L.C.K. : Quelles sont vos plus grandes réalisations sur le continent africain en général et particulièrement en RDC, votre pays d'origine ?

N.M. : C'est l'équilibre entre les affaires et le travail humanitaire qui fait l'essentiel dans ma relation avec le continent. Il est important d'être rentable, mais je me sens tout aussi satisfaite quand nous pouvons avoir un impact sur les petites communautés grâce au travail humanitaire ou la responsabilité sociale des entreprises. Ma plus grande réussite a été de mener à bien des investissements immobiliers au Nigeria. Je suis en train de négocier un accord d'investissement pour le secteur de l'électricité en RDC. Le projet viserait à électrifier certaines villes du Katanga. Je suis très enthousiasmée par la possibilité d'apporter l'électricité à cette population car l'électricité est à la base d'une bonne qualité de vie et une garantie de développement.

L.C.K. : Comment analysez-vous aujourd'hui les relations économiques entre les Etats-Unis et le continent afri-

cain ? Quels sont les enjeux ?

N.M. : Je suis panafricaniste, je ne pense pas que les relations économiques entre les États-Unis et l'Afrique soient à leur meilleur niveau. Elles pourraient être améliorées. J'aimerais voir l'Afrique s'affirmer davantage à la table des négociations et dicter les termes qui soutiennent nos économies. Nous avons beaucoup à offrir en tant que grand continent. J'aimerais voir des partenariats et des accords d'investissement qui stimulent une croissance réelle pour nos économies et nos peuples, peu importe qui se trouve de l'autre côté de la table. Nous devons être bien préparés pour les négociations et exiger le respect de tous nos homologues; ce qui n'est pas évident dans nos relations actuelles.

L.C.K. : Quelles sont les opportunités économiques que le marché africain offre aux investisseurs américains et vice-versa ?

N.M. : Il existe plusieurs opportunités en Afrique, en particulier dans les secteurs miniers et agricoles qui sont vitaux pour les progrès technologiques et permettraient au continent d'être un vivier alimentaire pour le monde. Cependant, je crois que le potentiel réside dans le fait que nous avons une grande population de jeunes qui devrait atteindre 1,3 milliard d'ici à 2030. Cela signifie que nous avons une potentielle main-d'œuvre qui pourrait rivaliser avec la Chine si nous investissons dans la formation de la jeunesse. Outre les apports évidents en capital, l'Amérique peut transférer son savoir technologique en Afrique qui pourrait créer ses propres Silicone Valley en quelques années.

L.C.K. : Quels sont, aujourd'hui, les secteurs où vos partenaires américains souhaitent le plus investir en Afrique et dans quels pays ?

N.M. : L'exploitation minière est généralement un secteur qui attire le monde, de même que l'infrastructure et le développement. L'Afrique anglophone (Nigeria, Kenya, Ghana et le Rwanda) attire habituellement le plus d'opportunités, parce qu'elle est généralement la plus engageante en matière de relations transcontinentales et de sollicitations d'investissement.

L.C.K. : Des entrepreneurs africains investissent-ils également aux Etats-Unis ?

N.M. : Absolument, les investisseurs africains s'intéressent aux États-Unis, principalement dans l'investissement immobilier et la technologie. L'Afrique francophone reste malheureusement en marge des investissements hors du continent.



Niclette Mundabi

L.C.K. : Comment avez-vous réagi à votre sélection dans la catégorie « Business et entrepreneuriat du « Most influential people of african descent » ?

N.M. : L'Afrique est l'avenir ! Je le crois, je le respire, je le vis et j'essaie de contribuer à cette vision à travers les affaires. Je les mène avec passion mais je reste au service de tout le monde. Je suis extrêmement honorée que mes pairs reconnaissent cela en moi et j'aimerais vraiment croire qu'ensemble, nous irons plus loin, parce que l'union fait la force.

L.C.K. : Vous êtes membre du board de la Fondation américaine Joe-Beasley qui opère également en Afrique. Pourriez-vous nous parler de ses activités en RDC, par exemple ?

N.M. : La Fondation Joe-Beasley a été créée par un grand homme, le Dr Joe Beasley, qui a lutté pendant toute sa vie pour l'égalité et la justice au profit des personnes d'ascendance africaine partout dans le monde. Nous travaillons pour promouvoir la paix et la médiation de conflit, l'autonomisation économique, la santé globale, l'éducation et le renforcement des capacités institutionnelles. En RDC, nous nous concentrons sur les soins de santé, nous travaillons avec une organisation locale ici à Atlanta pour nous assurer l'envoi de plusieurs conte-neurs du matériel médical et d'équipement.

L.C.K. : Vos projet à court, moyen et long termes ?

N.M. : Mon projet à court terme est de conclure le contrat pour l'apport de l'électricité au Katanga ; à moyen terme, ouvrir quelques bureaux en Afrique et à long terme, changer l'image triste de l'Afrique en construisant un continent fort dans tous les domaines. Il serait temps que notre chère Afrique retrouve sa gloire.

Propos recueillis par Patrick Ndungidi

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



www.lesdepechesdebrazzaville.fr

PROVINCE DE L'ÉQUATEUR

Une messe d'intercession en faveur des victimes d'Ebola

A l'initiative de l'Association des ressortissants de Bikoro (Assorbiko), fidèles et croyants ont imploré la miséricorde de Dieu pour une prompt guérison de leurs frères et sœurs qui souffrent actuellement de la maladie, dans les zones de Mbandaka, Bikoro, Iboko et Itipo, et pour qu'il puisse accueillir dans sa félicité éternelle ceux qui en ont succombé.

Le secrétaire général au ministère de la Santé, représentant le ministre de tutelle, a pris part à la messe. Saluant l'initiative de l'Assorbiko, il l'a invitée à encourager la population de l'Équateur à respecter les mesures d'hygiène et éviter de ramasser des animaux trouvés morts dans la forêt. Il a, par ailleurs, rappelé les messages sur la vaccination, projetés dans la salle par le directeur de Programme national de communication et de promotion de la santé, Raoul Kamanda.

Dans le souci d'arrêter la pro-



pagation de la maladie à virus d'Ebola, il est prévu, ce 28 mai, l'organisation de la campagne

de vaccination à Bikoro et Iboko. Le ministre de la Santé publique, le Dr Oly Ilunga, et le

directeur du programme élargi de vaccination, le Dr Guillaume Ngoy, s'y sont rendus. Cette

campagne concerne le personnel soignant, les cas suspects et les contacts de contacts.

Situation épidémiologique

A la date du 26 mai, cinquante-six cas au total de fièvre hémorragique ont été signalés dans la province de l'Équateur, dont trente-cinq confirmés, treize probables et huit suspects. quatre nouveaux cas suspects dont trois à Iboko et un à Bikoro. On relève, par ailleurs, qu'il n'y a eu aucun nouveau cas positif et aucun nouveau décès. En outre, deux échantillons tests à Bikoro se sont révélés négatifs. Les analyses épidémiologiques ont permis d'identifier des contacts qui vivent dans les zones de santé voisines à Bikoro et Iboko. Ces contacts sont suivis et ont été conseillés de limiter leurs mouvements durant toute la période de suivi qui est de vingt et un jours.

Blandine Lusimana

PRÉSIDENTIELLE 2018

Des actions pour un « retour sécurisé » de Moïse Katumbi

La plate-forme politique Ensemble pour le changement a lancé, le 26 mai à Kinshasa, une pétition pour exiger l'arrivée sans problème au pays de l'ex-gouverneur du Katanga. Un document qui a déjà récolté les signatures de certaines organisations de la société civile et des mouvements citoyens.

Une pétition récolte des signatures en vue d'un « retour sécurisé » au pays de l'ex-gouverneur du Katanga et candidat déclaré à la présidentielle de décembre, Moïse Katumbi. Le document a déjà été signé par près d'une cinquantaine d'ONG et mouvements citoyens, à l'issue d'un processus lancé le 26 mai, à Kinshasa, au cours d'une matinée politique de la plate-forme électorale Ensemble pour le changement. Expliquant les motivations de cette action, le secrétaire général de cette plate-forme, Delly Sessanga, a noté que par cette pétition, les initiateurs et les signataires veulent exiger le retour de leur leader, Moïse Katumbi, et sa participation libre à l'élection présidentielle attendue le 23 décembre dans le pays. « Nous voulons montrer au monde entier que l'exigence de retour de Moïse Katumbi et sa participation libre aux prochaines élections ne sont pas des questions qui préoccupent seulement la plate-forme Ensemble pour le changement. Ce sont des questions qui sont portées très largement par la population congolaise dans toutes les provinces et dans toutes les couches populaires », a-t-il indiqué. A l'en croire, cette pétition s'adresse aussi bien aux autorités nationales qu'internationales. Elle est, a-t-il ajouté, une interpellation de la conscience de la société civile. Delly Sessanga a plaidé, en outre, pour un processus électoral libre, démocratique et transparent mais aussi inclusif.

Au cours de cette matinée politique, les dirigeants de la plate-forme Ensemble pour le changement ont, par ailleurs, lancé la mobilisation de toutes les couches de la population pour leur meeting prévu le 9 juin, à N'djili Sainte-Thérèse. Mais déjà, le fait de réunir plusieurs associations et mouvements soutenant Moïse Katumbi a constitué, pour eux, une façon de « toucher les différentes couches nationales pour tâter le terrain et voir jusqu'à quel niveau la population qui ne fait pas partie de partis politiques aime Katumbi Chapwe ».

Lucien Dianzenza

ENJEUX POLITIQUES

Kinshasa refuse toute solution importée

Dans une déclaration du 28 mai, le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, affirme qu'une rébellion concoctée par Moïse Katumbi serait en préparation à partir de l'extérieur, avec l'aide des pays voisins dont le Rwanda et l'Angola qu'il met en garde contre toute visée déstabilisatrice de la RDC.

Les relations diplomatiques entre la RDC et ses deux voisins, le Rwanda et l'Angola sont, pour l'heure, au plus bas. Des relations alimentées par des suspicions sur fond d'une méfiance entretenue par des faits et gestes des dirigeants politiques pas toujours sincères dans leurs discours. Kinshasa soupçonne Luanda et Kigali de s'impliquer dans une stratégie déstabilisatrice de ses institutions concoctée depuis l'occident avec, pour objectif déclaré, de renverser l'actuel régime en place. L'audience accordée vendredi dernier à l'Élysée par le président français, Emmanuel Macron, au président rwandais, Paul Kagame, n'était pas du goût de Kinshasa. Le fait que les deux personnalités ont évoqué la situation politique en RDC, scrutant les différentes voies possibles de remédier à la crise en l'absence des autorités congolaises, a été perçu par Kinshasa comme un mépris dissimulant mal des desseins macabres nourris contre le régime Kabila.

En déclarant, à l'issue de ce tête-à-tête, qu'il soutenait l'initiative du Rwanda et de l'Angola sur la RDC, le président français n'avait sans doute pas mesuré la portée de ses propos et de l'effet que cela pouvait avoir dans le chef des dirigeants congolais qui y ont vu une menace à peine voilée de Paris sur Kinshasa. Vite, le gouvernement congolais

a crié à l'ingérence, estimant que Paris, qui a toujours convoité les immenses richesses naturelles de la RDC, chercherait à se servir de Luanda et de Kigali pour réaliser sa visée déstabilisatrice sur Kinshasa, de sorte à se livrer impunément à sa stratégie de prédation. Sans attendre, des demandes d'explications ont été accolées aux ambassadeurs de la France, de l'Angola et du Rwanda établis à Kinshasa, pendant que Paris s'apprêtait à accueillir le président angolais dans le même registre et le même style.

Les dernières descentes effectuées par Moïse Katumbi dans quelques pays limitrophes dont le Rwanda étaient perçues dans les milieux politiques congolais comme une quête effrénée de l'ex-gouverneur du Katanga d'une base-arrière d'où pourrait partir éventuellement la fameuse rébellion dont il serait prêt à revendiquer.

Des propos qui ont fait tâche d'huile Excédé par l'inflexibilité de Kinshasa à ne toujours pas donner une suite satisfaisante à la question de l'alternance qui constitue le cheval de bataille de la plate-forme « Ensemble pour le changement », un de ses cadres, en l'occurrence Olivier Kamitatu, avait évoqué les « gros moyens » que s'apprêtait à utiliser ce regroupement politique pour parvenir à ses fins. Décryptés comme une volonté affichée d'en découdre avec le régime Kabila par le biais d'une rébellion, les propos du porte-parole de Moïse Katumbi avaient fait tâche d'huile. De sorte qu'aujourd'hui, l'ex-gouverneur du Katanga, vu de Kinshasa, passe pour un potentiel rebelle qui cherche à se donner les moyens de sa politique. Dans une déclaration faite le 28 mai, le porte-parole

du gouvernement, Lambert Mende Omalanga, a tenu à recadrer la France tout en mettant en garde l'Angola et le Rwanda à ne pas se prêter au jeu de déstabilisation de la RDC. « Les pays africains qui se hasarderont à servir de tête de pont ou de sous-traitants à des stratégies extérieures hostiles à la RDC élaborées ailleurs seront toujours payés en monnaie de singe, en plus de la résistance farouche du peuple congolais à laquelle ils devront s'attendre », a-t-il indiqué. Et d'ajouter que toute solution tendant à résoudre la crise congolaise devrait dorénavant passer par la RDC. L'ignorer serait contreproductif.

Pour Lambert Mende, la RDC n'est plus ce pays où n'importe qui pouvait s'y hasarder et mettre en mal son intégrité territoriale. Les choses ont changé depuis et la RDC est aujourd'hui en mesure de contrer toute visée déstabilisatrice, d'où qu'elle vienne. « Le pays a désormais les moyens de se défendre. Son armée est plus aguerrie et mieux équipée que dans le passé », a martelé le ministre de la Communication et médias, partisan d'une solution interne entre Congolais qui, à ses yeux, serait plus durable que tout autre schéma. « La RDC tout comme certains autres pays africains ici et là connaissent certes des problèmes, mais aucune solution importée du dehors de leurs frontières ne pourra y apporter des réponses durablement favorables à leurs peuples », a-t-il indiqué.

Alain Diasso

FLEUVE CONGO

Pas de transfèrement vers le lac Tchad sans un accord de Kinshasa et Brazzaville

La question n'a pas manqué de s'inviter aux dernières assises sur la relance de l'électricité en RDC. Réagissant à une inquiétude des autorités de la province RD-congolaise de l'Équateur, la Banque africaine de développement (BAD) a réaffirmé que les positions de la RDC et la RC primeront dans le dénouement de ce projet.

Appelé à clarifier la position de la BAD sur un éventuel transfèrement des eaux du fleuve Congo vers le lac Tchad asséché, Donatien Kwasi a expliqué que ce genre de projet ne se réalise pas sans des préalables. Outre l'aval des deux pays qui gèrent cet important cours d'eau, deuxième fleuve au monde par son débit après l'Amazonie, il y a aussi les études à réaliser sur les retombées possibles tant sur l'écosystème que l'environnement. En avril dernier, la société civile du secteur environnemental est montée au créneau pour exiger que Kinshasa adopte une position claire sur cette problématique au regard des enjeux vitaux pour le pays.

Jusqu'à-là, les inquiétudes semblaient se concentrer autour des effets directs possibles sur la biodiversité et l'hydrographie. Certains experts n'excluaient pas non plus un grave disfonctionnement du barrage d'Inga, avec des conséquences sur la fourniture en électricité par cette principale infrastructure énergétique du pays. Les plus pessimistes intégraient les effets incalculables sur la navigation sur

le fleuve Congo et, par ricochet, le fonctionnement des ports de Matali et Boma. Récemment, les autorités de la province de l'Équateur ont mis l'accent sur une menace qui pèse désormais sur un projet régional d'électrification de la province équatorienne et la Centrafrique. Financée par la Banque mondiale, le projet de relance de la production du barrage de Mobayi Bongo est menacé aujourd'hui. Le gouverneur de l'Équateur a souhaité que la BAD ne néglige pas les différents problèmes qui se poseront pour la province si rien n'est fait pour mesurer l'ampleur exacte des dommages d'un tel projet pour le pays et la sous-région.

Pour la petite histoire, ce projet date des années 1970, avec des rebondissements cycliques. À l'époque, il s'était posé la question du transfert de l'eau à la suite de la grave sécheresse qui a sévi au Sahel africain. La superficie du lac était passée de 22 000 à 8 000 km² en un laps de temps. Entre-temps, l'on a observé une augmentation des précipitations dans la zone de la forêt tropicale humide de l'Afrique, notamment dans le bassin versant du fleuve Congo. Beaucoup estimaient, à cette époque, que l'une des solutions était simplement de transférer massivement l'eau des régions excédentaires du bassin versant du fleuve Congo vers les zones déficitaires du Sahel, entre les affluents nord du fleuve Congo et le bassin versant du Chari, principal tributaire du lac Tchad.

Laurent Essolomwa

ÉLECTIONS

Bruno Tshibala se fait le chantre de la machine à voter

Le leader de l'UDPS originelle et Premier ministre a invité les Kinois, venus nombreux à son meeting tenu le 26 mai à la Fikin, à se préparer aux élections et à soutenir la machine à voter qui, selon lui, est plus rapide que les bulletins papiers.

C'est un Bruno Tshibala débordant d'énergie et sûr de lui qui s'est présenté, le 26 mai, devant ses partisans. En bon tribun, il a harangué pendant de longues heures la foule immense qui s'est agglutinée autour de la tribune érigée dans l'enceinte de la Foire internationale de Kinshasa. Autorité morale d'une frange de l'UDPS qu'il présente comme originelle, Bruno Tshibala s'est érigé en défenseur de la machine à voter, tout en martelant sur le caractère irréversible du processus électoral. Pour lui, il ne fait l'ombre d'aucun doute que les scrutins auront bel et bien lieu le 23 décembre. D'où son exhortation aux militants de son parti à s'inscrire déjà dans cette dynamique électorale censée aboutir à la tenue, d'ici à la fin de l'année, des élections, la seule voie d'accès aux postes à mandat électif dont la magistrature suprême tant convoitée par certains politiques.

Il a affirmé sa détermination à conduire les Congolais aux élections crédibles, « les premières que le pays n'ait jamais connues ». D'où les pics lancés à l'endroit de certains acteurs politiques qui, plutôt que de se préparer aux échéances électorales qui avancent à grand pas, se complaisent dans des voyages à l'étranger, sans aucun gain. Il faudrait, d'après lui, que soit plutôt privilégiée une solution interne entre Congolais, conformément au credo de feu Étienne Tshisekedi qui insistait sur cette approche. « Le mois prochain, notre pays totalisera cinquante-huit ans. Nous sommes déjà matures pour régler nos différends entre nous Congolais. Ceux qui prennent à tout moment des avions

pour aller consulter les Blancs pour des affaires qui nous concernent n'aiment pas notre pays », a-t-il signifié.

Pour revenir à la machine à voter, le Premier ministre s'est fait le relais de la campagne lancée par la Ceni en vue de son acceptation par les Congolais. Il a mis en relief les atouts de cette machine et stigmatisé tous ceux qui cherchent à tourner en dérision cette trouvaille, gage d'un vote crédible et transparent. « La machine à voter n'est rien d'autre qu'une imprimante qui facilite les opérations en temps record. Elle réduit les dépenses. (...) Le Congo est un sous-continent, il faut sûrement réduire le coût de dépenses. Et la machine à voter facilite mieux cet aspect », a-t-il fait savoir devant une assistance acquise à sa cause. Et d'ajouter, sur un ton menaçant : « Si quelqu'un vient vers vous avec un discours contre la machine à voter, c'est-à-dire qu'il a peur des élections ».

Cédant à la polémique tendant à relativiser le sens de son combat politique au sein de l'UDPS dont il revendique aujourd'hui le label, Bruno Tshibala s'est targué d'avoir été l'un des combattants de premières heures ayant milité aux côtés de feu Étienne Tshisekedi. Il s'est aussi vanté d'avoir été à la base de l'accord conclu dernièrement entre le gouvernement, la famille biologique et l'UDPS pour le rapatriement du corps du président national de ce parti décédé depuis le 1er février 2017, à Bruxelles.

Enfin, évoquant son bilan à la tête de l'exécutif national, Bruno Tshibala a indiqué que les quatre objectifs lui assignés, dont l'organisation de bonnes élections et le redressement de l'économie, sont en passe d'être atteints. « Aujourd'hui, nous avons stabilisé le taux de change et le social. Nous faisons de notre mieux pour ajuster les salaires », a-t-il ajouté.

Alain Diasso

AMICAL FIFA

La RDC tient en échec le Nigeria

Les Léopards ont contraint, le 28 mai au stade de Libération de Port Harcourt, les Supers Eagles au résultat d'égalité d'un but partout. Le pays hôte se prépare pour la Coupe du monde Russie 2018 et se retrouve dans le même groupe que l'Argentine de Lionel Messi.

Au coup d'envoi de la partie donnée par l'arbitre ghanéen Apoh, le onze de départ de Florent Ibenge est constitué d'Antony Mossi Ngawi (Chiasso/D2 Suisse) titularisé dans les perches ; et en défense, il y a eu Djo Issama Mpeko (Mazembe) sur le flanc droit de la défense et Glody Ngonda (V.Club) à gauche. Padou Bopunga (V.Club) et Christian Luyindama (Standard de Liège/Belgique) ont été postés dans l'axe. Au milieu de terrain, Florent Ibenge a fait confiance à Yannick Bangala (V.Club) et son coéquipier en club Nelson Munganga comme deux sentinelles devant la défense, alors que Paul-José Mpoku (Standard de Liège/Belgique) a été le dépositaire du jeu des Léopards. Le trio d'attaque des Léopards s'est composé des excentrés Francis Kazadi (DCMP) à droite et Meshak Elia (Mazembe) à gauche tandis que Beni Afobe Tunani (Wolverhampton/D2 Angleterre) a été le danger au cœur de la défense nigérienne.



Le Nigeria et la RDC avant le coup d'envoi du match amical à Port Harcourt (Crotone/Italie).

Le sélectionneur franco-allemand, Gernot Rohr, des Super Eagles du Nigeria a titularisé Francis Uzoho (Deportivo Fabri/D2 Espagne) dans les perches, et dans le champ, Elderson Echiejile (Cercle de Bruges/Belgique), William Ekong (Bursaspor/Turquie), Léon Balogun (Mayence/Allemagne), Tyronne Ebuehi (Benfica/Portugal), Ogenyi Onazi (Trabzonspor/Turquie), Joel Obi (Torino/Italie), Oghenekaro Etebo (Las Palmas/Espagne), Kelechi Iheanacho (Leicester/Angleterre), Junior Lokosa (Kano Pillars/Nigeria) et Simeon Nwankwo

Les deux équipes ont entamé la partie dans un faux rythme imposé par le Nigeria. Les Supers Eagles ont rapidement pris l'avantage au tableau d'affichage, en ouvrant le score à la 15e mn : le défenseur William Ekong a trouvé la faille, après avoir profité d'un manque d'agressivité de la défense congolaise lors d'une balle arrêtée. Mais les hommes de Florent Ibenge ont accaparé le cuir après avoir encaissé ce but, même si leurs offensives n'ont pas été incisives. Les Léopards ont tenté de développer leur

jeu sur une pelouse naturelle assez difficile, sans cependant arriver à inquiéter véritablement la défense nigérienne. A la fin d'une bonne première période des Congolais bien plus fluides dans l'entrejeu, le score est toutefois d'un but à zéro pour le pays hôte.

En seconde période, Fabrice Luamba (V.Club) et Lema Mabidi (Raja de Casablanca/Maroc) ont pris la place de Munganga et Bangala. Et à un vingt minutes de la fin du temps réglementaire, Tulengi a remplacé Mpoku, alors que Malango a pris la place d'afobe. Et à la 79e mn, le capitaine Issama Mpeko est fauché dans la surface de réparation. Le penalty accordé par l'arbitre ghanéen a été transformé par Ben Malongo qui inscrit son premier but en sélection. Avant ce penalty, Alex Awobi d'Arsenal a fait son entrée dans l'aire de jeu pour dynamiser le milieu de terrain nigérien qui a beaucoup plus subi au cours de cette rencontre. À la 84e mn, Kabongo Kasongo de Zamalek a célébré sa première sélection en prenant la place de Meshak Elia, et Cédric Ngulubi de Sanga Balende a remplacé Francis Kazadi dans le temps additionnel de cette partie qui s'est achevée sur ce résultat de parité d'un but partout.

Martin Engimo

CRISE EN LIBYE

La France se veut actrice de la médiation internationale

Le président français, Emmanuel Macron, va tenter, pour une nouvelle fois, au cours de la conférence de ce 29 mai, à Paris, de reprendre la main sur le dossier libyen, enlisé depuis la conférence de la Celle Saint cloud.



La rencontre de Paris se déroulera en présence des principaux acteurs, notamment le Premier ministre, Fayez al-Sarraj, l'homme fort de l'est de la Libye; le maréchal Khalifa Haftar; le président de la chambre des représentants Aguila Salah Issa et le président du conseil d'Etat Khaled al-Mishri; les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et les représentants de vingt pays, sous l'égide des Nations unies.

L'objectif visé par le président français est de parvenir à obtenir une feuille de route commune engageant « pour la première fois les plus hautes autorités des institutions libyennes », et incluant la tenue d'élections présidentielle et législatives d'ici à la fin de l'année; la mise en place d'une seule banque centrale et d'un seul parlement, l'unification des forces armées du pays.

Parmi les acteurs impliqués dans le dossier libyen, il y a le président congolais, Denis Sassou N'Guesso, qui dirige le Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur

la Libye; le chef de la mission de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé; les Etats-Unis; la Chine; la Russie; la Turquie; les Etats voisins, dont l'Algérie et le Maroc. L'Elysée veut que tous en soient responsables, pour sortir la Libye du chaos, de la menace djihadiste et des trafics de tout genre.

Un accord de principe aurait été obtenu des représentants des principales institutions du pays pour un texte commun, conscients du statu quo dans lequel se trouve le pays. Pour l'Elysée, « ce sera une étape décisive et une vraie réussite pour les Libyens ». Car elle ouvrira une période de stabilité et de coopération, sachant que cette conférence « inédite » s'inscrit dans la continuité des efforts menés depuis 2011 par la communauté internationale et l'ONU.

Le président Denis Sassou N'Guesso a accueilli, en janvier dernier, la réunion du comité de haut niveau

de l'UA sur la Libye en vue d'une contribution africaine à la résolution du conflit, avec un objectif clair : mettre en place un agenda harmonisé de sortie de crise en Libye, avec comme pour idée centrale, d'amener les Libyens à un « dialogue inclusif et fraternel » sans ingérence extérieure « pour une solution durable à la crise qui secoue leur pays ».

La feuille de route recherchée à Paris va-t-elle retenir la proposition du comité de haut niveau de l'UA composé de cinq pays africains (Mauritanie pour les pays arabes, le Niger pour l'Afrique de l'ouest, le Congo pour l'Afrique centrale, l'Ethiopie pour l'Afrique de l'est, et l'Afrique du Sud pour l'Afrique australe) ? Outre les présidents de ces cinq pays, cette réunion va connaître la participation des représentants de l'UA et de l'ONU pour la Libye.

Noël Ndong

SANTÉ

L'Assemblée mondiale appelle à servir les plus vulnérables

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, a exhorté, le 26 mai, les Etats membres à concrétiser les objectifs du « triple milliard » qu'ils ont approuvés en faveur des personnes démunies durant les assises, à Genève, en Suisse.

Le nouveau plan stratégique quinquennal de l'Organisation mondiale de la santé fixe trois objectifs à atteindre d'ici à 2023 : faire en sorte qu'un milliard de personnes de plus bénéficient d'une couverture de santé universelle, mieux protéger un milliard de personnes de plus contre les urgences sanitaires et permettre à un milliard de personnes de plus de jouir d'une meilleure santé et bien-être. Ce programme s'inscrit dans trois principes, qui ont toujours gouverné l'organisation : « promouvoir la santé, protéger le monde et servir la population vulnérable ».

La 71e Assemblée mondiale de la santé a permis aux délégués de parvenir à un accord sur la nutrition de la mère, du nourrisson et du jeune enfant et sur le confinement de la poliomyélite. S'il est vrai que les progrès dans la lutte contre la malnutrition ont été lents

et inégaux, il faut noter qu'un petit pas en avant a été observé dans la réduction du retard de croissance. En témoigne le fait que le nombre d'enfants de moins de cinq ans, ayant un retard de croissance, est passé de 169 millions en 2010 à 151 millions en 2017.

Les délégués ont reconnu que l'OMS mène une action mondiale pour améliorer la nutrition, notamment avec une initiative internationale visant à rendre les hôpitaux plus conviviaux pour les bébés, à intensifier la prévention de l'anémie chez les adolescentes et à prévenir le surpoids chez les enfants. S'agissant des niveaux de transmission du poliovirus sauvage, l'Assemblée a indiqué qu'ils sont plus bas que jamais. Les délégués se sont réjouis des avancées enregistrées dans la lutte contre la poliomyélite, puisqu'en mai 2018, seuls neuf cas dus au poliovirus sauvage ont été signalés dans le monde, à partir de deux pays seulement : l'Afghanistan et le Pakistan. Pour se préparer à un monde exempt de poliomyélite, les activités mondiales de confinement du poliovirus continuent d'être intensifiées et les Etats membres ont adopté une résolution historique sur le confinement du poliovirus.

Pour éviter de provoquer à nouveau des épidémies, l'OMS a relevé qu'il était crucial que les matériels de poliovirus soient confinés dans des conditions strictes de biosécurité et de manipulation et de stockage afin de garantir que le virus ne soit pas libéré dans l'environnement, accidentellement ou intentionnellement. Tedros Adhanom Ghebreyesus a rappelé que partout où il allait, il recevait le même message : la santé est un pont vers la paix. « La santé a le pouvoir de transformer la vie d'un individu, mais elle a aussi le pouvoir de transformer les familles, les communautés et les nations », a-t-il affirmé. Soulignant que les discussions tenues à Genève auront leur concrétisation sur le terrain par des résultats mesurables et quantifiables, le Dr Tedros a exhorté les délégués à retourner dans leur pays avec une détermination renouvelée à travailler tous les jours pour la santé de leurs peuples. « L'engagement dont j'ai été témoin cette semaine, me donne beaucoup d'espoir et de confiance, car nous pouvons tous ensemble promouvoir la santé, assurer la sécurité du monde et servir les personnes vulnérables », a-t-il déclaré.

Nestor N'Gampoula

BRÈVES

CAMEROUN

Au moins vingt-deux personnes ont été tuées le 25 mai à Menka, lors d'un affrontement entre l'armée et un groupe de « criminels » dans le nord-ouest anglophone du Cameroun, selon Nji Tumasang, député du parti d'opposition anglophone Social democratic front de Santa, l'arrondissement où se trouve Menka. Un responsable de l'armée a confirmé l'incident, parlant de « plusieurs terroristes neutralisés ». Dans les régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest, les combats sont devenus quasi quotidiens entre les forces de sécurité camerounaises et des hommes armés. D'abord cantonnés aux attaques contre les symboles de l'Etat (commissariat, gendarmerie), les séparatistes ont commencé début 2018 à kidnapper des fonctionnaires, des Francophones et à s'en prendre aux entreprises étrangères qu'ils accusent de soutenir Yaoundé.

MALI

Une vingtaine de personnes, dont des civils, a péri lors d'une attaque de présumés jihadistes, le 26 mai, dans le nord-est du Mali, près de la frontière nigérienne. Les assaillants « ont profité de la foire hebdomadaire de Talataye pour faire un coup de main contre un poste du Mouvement pour le salut de l'Azawad », a-t-on appris. Malgré l'intervention militaire, des zones entières échappent au contrôle des forces maliennes, françaises et de l'ONU, régulièrement visées par des attaques meurtrières, en dépit de la signature, en mai-juin 2015, d'un accord de paix, censé isoler définitivement les jihadistes. Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda, en grande partie chassés ou dispersés par une intervention militaire lancée en janvier 2013 à l'initiative de la France, qui se poursuit.

SOUDAN DU SUD

Washington a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU de sanctionner six nouveaux responsables sud-soudanais accusés d'entretenir la guerre et de bloquer l'aide humanitaire. Les Etats-Unis proposent d'ajouter sur cette liste, le ministre de la Défense, Kuol Manyang Juk, ainsi que celui de l'Information, Michael Makuei, et le ministre Martin Elia Lomuro. Les trois autres sont de hauts responsables militaires, Paul Malong, Malek Reuben et Koang Rambang Chol. Comme les six autres qui se trouvent déjà sur une liste noire dressée en 2015, ces six personnes seront visées par des interdictions de voyager et par un gel de leurs avoirs, si la résolution est adoptée lors d'une réunion prévue jeudi prochain. Washington demande également la prolongation d'un an des sanctions en vigueur contre le Soudan du Sud et le renouvellement du mandat du groupe d'experts de l'ONU.

LIBYE

L'armée basée dans l'est de la Libye a annoncé un état d'alerte de sécurité maximum suite à plusieurs attaques terroristes présumées sur des ports et champs pétroliers. Cette région concentre, en effet, les plus grands ports et champs pétroliers du pays. Dans un communiqué, Khalifa Emraja, commandant de la zone militaire du golfe, a appelé les citoyens à prendre leurs précautions envers tout individu ou objet inconnu et à collaborer avec les services de sécurité pour assurer la sécurité publique. Des groupes de combattants ont déjà lancé plusieurs attaques contre des champs et ports pétroliers dans l'est du croissant pétrolier libyen. La production quotidienne de pétrole brut de la Libye s'élève à nouveau à environ un million de barils par jour depuis la fin 2017, après que les opérations de production ont repris dans tous les champs pétroliers du sud et de l'est du pays.

AFRIQUE DE L'EST

La Communauté de l'Afrique de l'est a bénéficié de 99,7 milliards de dollars de la part de l'Union européenne pour mettre en œuvre des projets autour du lac Victoria. Ce montant devrait être investi dans des projets d'aquaculture au profit des habitants de l'Ouganda, de la Tanzanie et du Kenya. Si dix millions de dollars seront utilisés pour augmenter la population piscicole dans le lac en raison d'une augmentation de la demande en poissons dans la région, la majeure partie du financement devrait servir à développer des projets socio-économiques pour réduire, à long terme, le niveau de pauvreté de la région. Plus grand lac d'Afrique et véritable poumon économique de l'Afrique de l'est, le lac Victoria fait vivre plus de trente millions de personnes.

CÔTE D'IVOIRE

Quelque 25 142 enfants n'ont pu accéder au Cours préparatoire première année de l'enseignement primaire ivoirien, l'année scolaire (2017-2018), principalement à cause de l'insuffisance des capacités d'accueil. Selon une étude de la DSPS, 89% de ces enfants n'ont pas eu la chance d'intégrer l'école tout simplement à cause de cela. Quant aux 11% restants, ils n'ont pu être pris en compte à cause de leurs âges « trop » avancés. En 2016-2017, le système éducatif a refoulé 30 323 enfants contre 25 142 en 2017-2018, ce qui démontre une baisse de cette tendance. Pour l'année scolaire en cours, c'est un effectif de 704 732 nouveaux entrants qui ont été enregistrés dans le primaire, dont 22 139 dans les écoles communautaires, 26 385 au privé et 562 231 inscrits au public.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

Arnaud Michel Ngakala préside la commission mixte des jeunes

La structure a été mise en place, le 28 mai à Brazzaville, pour recentrer l'ambition de la jeunesse autour du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso.



La séance de travail des jeunes de la majorité présidentielle, le 28 mai à Brazzaville (Adiac)

La commission mixte des jeunes de la majorité présidentielle a été initiée par les jeunes élus de cette plate-forme politique et la Force montante congolaise (FMC), une organisation juvénile affiliée au Parti congolais du travail (PCT). Composée de sept membres, elle sera chargée également de répondre à un certain nombre de défis actuels, dont l'instauration d'une nouvelle manière de collaborer entre la jeunesse du PCT et celle des partis alliés. « Nous voulons recentrer l'ambition des jeunes autour du chef de l'Etat. Nos propositions formulées sur des thématiques politiques, économiques et sociales feront l'objet de notre force car la jeunesse ne doit plus être comme une couche périphérique autour du président de la République », a indiqué Arnaud Michel Ngakala. Le champ d'action de cette commission mixte n'est pas à confondre avec celui de la FMC. En milieu jeune, elle va œuvrer pour inculquer l'esprit militant à la jeunesse des partis alliés au PCT et rendre les actions du chef de l'Etat plus visibles.

« Au-delà de la FMC, il y a des jeunes des partis alliés qui soutiennent le président de la République. Nous allons poser les bases de réflexions à mener et faire des propositions sur les contenus des actions. Nous devons recentrer le débat autour du chef de l'Etat. Dans son projet de société, vous constatez comment le chef de l'Etat se préoccupe des problématiques de jeunesse », a ajouté Arnaud Michel Ngakala.

La commission mixte de la jeunesse de la majorité présidentielle voudrait aussi à briser le monologue persistant entre les jeunes de différentes organisations politiques. « Notre commission est un cadre de concertation. Nous allons nous réunir régulièrement pour faire plus de propositions sur n'importe quel sujet d'actualité ou pas. Dans la commission, nous sommes scindés en groupes de travail, en rapport avec les thématiques », a expliqué Christian Mbot, secrétaire à la jeunesse du PCT. Député de la circonscription électorale d'Okoyo, Saturnin Otsaleyoua a, pour sa part, renchérit: « Nous allons répercuter les décisions de cette commission mixte au niveau de l'Assemblée nationale, un cadre légal des débats politico-socio-économiques ».

Notons que Arnaud Michel Ngakala est secondé par Donald Mobobola.

Fortuné Ibara

TÉLÉPHONIE MOBILE

L'Afrique centrale décide de réduire les tarifs

La Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) a annoncé, le 25 mai à Yaoundé, au Cameroun, sa décision d'adopter des mesures pour le roaming et la réduction des tarifs afin de favoriser l'essor de l'économie numérique dans la sous-région.

La décision d'adopter des directives applicables aux pays membres pour la réduction des tarifs puis des accords d'itinérance sur les réseaux mobiles résulte de la première conférence de l'Union internationale des télécommunications, sur le développement de l'économie numérique en Afrique centrale.

Au terme de trois jours de discussions, les participants se sont accordés pour éliminer les défaillances et écueils qui font des technologies de l'information et de la communication (TIC) un maillon faible des économies nationales de cette région.

Pour ce faire, une quarantaine de mesures à exécuter sous forme de directives a été prise, afin de faire avancer ce processus par lequel la CEEAC entend donner l'impulsion recherchée en vue d'accélérer son intégration économique, qui connaît une évolution lente. C'est l'objectif recherché par la décision relative à « la mise en place des points d'échange internet et leur

mutualisation, afin de créer un écosystème sous-régional et de réduire les coûts de trafic d'internet entre les Etats membres », selon la déclaration finale de cette réunion ayant rassemblé, outre des représentants de ces pays, des participants venus du Kenya et de l'Ouganda.

Dans cette région réputée « moins bien connectée », les tarifs de communications et les coûts de trafic d'internet sont prohibitifs pour les plus défavorisés. « Par exemple, si vous êtes au Tchad et vous voulez appeler au Cameroun, c'est 6 000 francs CFA la minute », a ainsi observé D'Aronco Giuseppe Renzo, économiste spécialiste des TIC au bureau sous-régional pour l'Afrique centrale de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique.

Une situation que la CEEAC reconnaît comme un blocage pour favoriser l'essor de ce secteur, se proposant ainsi de la résoudre avec la création d'un comité sous-régional de mise en œuvre du roaming,

à l'image de ceux opérationnels dans les trois autres communautés économiques sous-régionales d'Afrique subsaharienne.

Plusieurs autres résolutions ont également été annoncées telles l'adoption des stratégies communes pour la réduction des tarifs et la mise en œuvre d'accords d'itinérance sur les réseaux mobiles, ainsi que la création d'un observatoire de veille au respect de la réglementation communautaire en matière de roaming.

Dans le même registre figure la mise en œuvre de la décision des ministres des Télécommunications/TIC des Etats membres de la CEEAC visant l'harmonisation et la baisse des tarifs du roaming puis l'élaboration et la mise en œuvre d'un MOU -mémoire d'entente- régional qui régleme les aspects techniques, tarifaires et juridiques de ce processus.

Pour une application efficace de ces mesures, la CEEAC saura compter sur le renforcement de la coopération entre les différents pays membres (Angola, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, RD Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Rwanda, Sao Tomé & Principe et Tchad).

Josiane Mambou Loukoula

UE-ACP

L'accord post-Cotonou bloqué par la Hongrie

En l'absence d'un consensus entre les Etats membres de l'Union européenne (UE) sur la place de l'immigration dans le futur Accord de partenariat économique avec les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique), le début des négociations? prévu le 1er juin, pourrait être repoussé.

L'UE et les pays ACP vont remettre à plat le cadre de l'accord de Cotonou qui les lie avant 2020. La crise migratoire pourrait pousser l'Union à demander davantage en matière de politique de retour et de réadmission à ses partenaires du Sud. Deux réunions liées à l'accord post-Cotonou ont eu lieu ces derniers jours, entre les ministres puis les ambassadeurs des Etats membres, sans aboutir à un consensus sur la question de l'immigration.

Mis en place en 2000, l'accord de Cotonou régit les relations commerciales, politiques et la coopération entre l'UE et soixante-dix-neuf pays ACP. Ce partenariat arrive à échéance en 2020 et devra laisser sa place à un nouvel accord de coopération. L'UE devait trou-

ver un accord sur le nouveau mandat pour négocier le nouvel texte en mai, pour permettre l'ouverture, le 31 mai à Lomé, au Togo, de la réunion des ministres de l'UE et des pays ACP.

Ce calendrier semble caduc, à cause des divergences sur le volet migratoire, lors des réunions des 22 et 24 mai des ministres européens des Affaires étrangères, bloquées par la Hongrie. L'accord de Cotonou prévoit le lancement des négociations au plus tard en août. Certaines sources n'excluent pas que « l'accord devienne caduc en 2020, sans qu'un nouveau cadre ait été négocié ».

L'UE a tenté de s'accorder lors d'une nouvelle réunion, le 25 mai, avant un Conseil des ministres des Affaires étrangères prévu pour ce 28 mai. Mais la crise migratoire a exacerbé les discussions, notamment sur le volet des accords de réadmission des migrants illégaux avec les pays d'origine. L'UE veut inclure l'immigration et la sécurité au centre du prochain accord avec les pays ACP.

Noël Ndong

TTN
34 rue Labat 75018 Paris - Fret Maya-Maya

FRET AÉRIEN & MARITIME
ENLÈVEMENT - ENTREPOSAGE



FRANCE / EUROPE
AFRIQUE / ASIE
MOYEN-ORIENT

Avec ou sans
dédouanement

BRAZZAVILLE
POINTE-NOIRE
KINSHASA
MATADI, BOMA

Contact Paris : DJAMEL

+331 44 92 90 90

+336 65 47 06 06

34 rue Labat 75018 Paris - Fret Maya-Maya

ttnplus.wanadoo.fr

Contact Brazzaville : Lydie

+242 06 605 91 69

+242 05 522 49 99

Contact Kinshasa : Goga

+243 080 847 72 04



GOURMANDISE POÉTIQUE

Le Pr Théophile Obenga à l'honneur

L'activité organisée par la librairie des Dépêches de Brazzaville a connu comme invité, pour sa deuxième séance du 25 mai, Théophile Obenga, qui a retracé l'historique de certaines villes poétiques et l'importance de celle-ci, après la déclamation de ses deux ouvrages poétiques.

Le poète a commencé par remercier les organisateurs de l'émission, avant de retracer l'historique de la poésie. Tous les peuples qui sont venus à la vie sans exception, ont commencé par un acte poétique, a-t-il déclaré.

Le Pr Théophile Obenga a expliqué que sans Homère, peut-être qu'il n'y aura pas eu la Grèce, parce qu'il a fixé la langue et est parti d'un petit événement d'une femme qu'on avait enlevée pour sa beauté. Il a dramatisé les faits et finalement, il y a eu la créaculture classique grecque. Rome bien sûr, il y a des légions des Césars, mais c'est surtout Virgile, car s'il n'y avait pas Virgile peut-être qu'il n'y aurait pas eu Rome réellement, car Rome est née dans la poésie de Virgile. Et sans Dante Alighieri, la divine poésie, il n'y aurait pas eu italien, parce que l'italien dont on parle aujourd'hui a été fixé par les Florentins, c'est-à-dire par Dante Alighieri, un poète dans son livre «L'enfer-le purgatoire et le paradis», apoursuivi le poète. Cela a donné, a-t-il dit, ce qu'on appelle la culture italienne dans l'humanité. Même la France c'était moins grand, mais ce sont des Ronsard (qui ont des statues en France) un groupe de sept poètes qui ont donné une âme à la France, il n'y avait pas d'âme à la France, il n'y avait pas de peuple français..., a ajouté le Pr Obenga. Donc, chaque fois, c'est la poésie qui

peut être fait par un individu, par un groupe, mais qui fait toujours la nation, a-t-il soutenu. Si bien qu'un peuple qui ne cultive pas la poésie, c'est un peuple qui n'a pas d'avenir, qui ne va pas cultiver l'histoire et qui ne marquera pas sa présence et son acte de naissance dans l'humanité. La poésie inscrit le peuple dans l'humanité, partout dans le monde entier. « C'est pour dire que votre initiative d'honorer les poètes est bonne. Ils sont nombreux au Congo. Il faut les honorer, les cultiver, ne pas les ignorer. Ça joue avec les sentiments, avec les sublimes, dire que c'est plus que la beauté », a-t-il déclaré.

Parlant de la beauté, le professeur poète a indiqué que Brazzaville a commencé par la beauté précisée. En 1944, on a pris l'argile de Mpila, la pierre du Djoué, les ouvriers congolais pour bâtir Sainte-Anne. Tout était local, à l'exception des verres de toit qui sont venues de l'extérieur, et personne n'est morte. C'est unique l'architecture de Sainte-Anne qui est un monument historique. Poto-Poto est connue par sa peinture, notamment l'Ecole de peinture de Poto-Poto, mais les gens n'y vont pas, il n'y a pas de galerie, les peintres abandonnés et délaissés à eux-mêmes, alors que cette école a donné des grands noms de la peinture.

Brazzaville, ville artistique

Brazzaville est une ville artistique qui a donné le plus grand orchestre qui animait toute la capitale, intitulé Les Bantous de la capitale avec le bar mythique Faïgnond. C'était le lieu de rencontre, de la sape, de l'exhibition, du bien vivre, du bonheur. « Quand vous cultivez la beauté, les autres problèmes (tels que le régionalisme, l'ethnie) sont secondaires, parce que la beauté rassemble et va à l'essentiel. La jeunesse d'une ville doit se rencontrer. Brazzaville est une ville de beauté, elle avait des flamboyants, des jardins, une ville fleurie. Aujourd'hui on vit sans fleur, on a tout détruit, on essaie de survivre », a-t-il regretté.

Pour le professeur, il faut vivre avec la mesure car, l'homme est la mesure de toute chose. La mesure c'est l'élégance, c'est la beauté. La simplicité est une vertu, elle est très difficile, alors que l'orgueil et la vantardise sont plus faciles. La poésie c'est comme la musique, la danse. Elle est importante dans l'humanité. Parant des racines, le Pr Obenga a expliqué à l'auditoire, qu'il est en train de lire Alex Alain, « Roots-Les Racines ». Les racines a-t-il dit, donnent la vie et soutiennent l'arbre. L'Afrique, a-t-il poursuivi, avait ses racines (la société, la chasse, la pêche, ...) et était organisée.

Les négriers sont venus et ont apporté les racines dont beaucoup sont mortes dans l'océan. Celles qui sont arrivées à destination ont perdu les racines africaines. Ils ne s'appelaient plus Malonga mais Jackson,



Le Pr Théophile Obenga répondant aux questions (Adiac)

ils ne s'appelaient plus Itoua mais Elington. Ils ont pris les noms des maîtres.

Il y a eu d'autres espaces mentaux, géographiques, et d'autres rapports sociaux, de maîtres à esclaves. Les griots qui chantaient pour les rois en Afrique sont devenus des choristes dans les groupes noirs américains... Et c'est devenu le monothéisme biblique contre le monothéisme coranique, les deux monothéismes qui se battent. Et du coup, les Noirs se sentent chez eux aujourd'hui. Le tout, selon lui, est toujours d'avoir ses racines. En France, par exemple, si les Français n'aiment pas les rois, ils gardent les racines. Même s'ils ont tué les rois, mais lorsqu'ils reçoivent les gens ils les amènent à Versailles... Les racines c'est la vraie poésie.

Pour le Pr Théophile Obenga, la poésie est très importante parce qu'elle donne racine aux choses. Elle fait ancrer les choses fondamentalement dans le sol natal. Il a critiqué les musiciens actuels qui ne

chantent plus des thèmes pouvant servir de racine aux générations futures sinon que pour de l'argent.

« Les musiciens actuels ont tué la musique en réalité. Il suffit de donner de l'argent pour qu'ils chantent votre nom, mais lorsque vous êtes en difficulté, ils ne chantent plus votre nom. Les Kabasele, les Franco, les Rochereau, ..., n'ont pas fait ça. Il faut chanter la beauté, l'amour, la souffrance, la mort, la vie, bref, les bons thèmes. On ne chante plus ça, sinon que les noms des gens, les généraux, les colonels et quand ils sont en difficulté, ont les chante plus. Les Kabasele, les Franco, les Rochereau ont préparé les racines. On a toujours chanté leur musique, parce qu'ils ont fait des racines. Il faut être honnête et pratiquer l'art dans la sincérité. Il faut qu'il y ait la sève nourricière. »

Notons que la troisième séance aura lieu le 29 juin prochain.

Bruno Okokana

princesse
TATTE

MAMAN, PRINCESSE DE MON CŒUR

« NE PARLE PAS LA BOUCHE PLEINE »
« TENS TON ASSIETTE »
« TENS-TOT DROIT(E) »
« TENS TES DEVOIRS AVANT D'ALLER JOUER »
« VIENS ME FAIRE UN CÂLIN »

PAROLES DE PRINCESSE.
BONNE FÊTE MAMAN.

Sucre blanc
Sucre blanc

ARIS
Congo

MÉDIAS

La presse congolaise formée au Web

Quinze journalistes des différents organes publics et privés ont bénéficié d'une session de formation intense du 22 au 26 mai, sur initiative de l'ambassade de France, en partenariat avec l'école supérieure de journalisme de Lille (ESJ Lille).

A l'issue de la formation, l'ambassadeur de France, Bertrand Cochery a remis des certificats aux journalistes participants lors d'une cérémonie, le 25 mai, à la Case de Gaulle, en présence du ministre de la Communication et des médias, porte-parole du gouvernement, Thierry Mougala.

Organisée sur le thème, « le web, un outil pour les journalistes », cette session de formation s'inscrit dans le cadre de la politique de renforcement des capacités des médias menée par l'ambassade de France au Congo. Elle a été animée par Cédric Kalonji, profes-

sionnel des médias, diplômés de l'École supérieure de journalisme de Lille (ESJ Lille) et formateur dans cette école. Le séminaire comprenait des séances de cours théoriques et d'exercices pratiques portant notamment sur le recueil de l'information ; l'identification des sources crédibles et des « Fake news » ; la maîtrise des principes de base des réseaux sociaux et de l'écriture journalistique appliquée au Web. « Le niveau des journalistes participants est jugé très bon. J'ai rencontré des journalistes expérimentés, hormis de quelques difficultés constatés dans

la prise en main de l'Internet. Mais nous avons noté une vraie volonté de la part des participants. L'Internet et les réseaux sociaux viennent avec des avantages et des risques. Il faut avoir conscience de ces risques et savoir les contourner », a indiqué l'animateur du séminaire, Cédric Kalonji. Lun des participants, Brunel Liwata, journaliste à la Télévision congolaise, a dit ce qu'il a retenu de cette formation. « Cette formation nous a permis de revenir sur les notions de base du journalisme, car nous vivons dans un environnement pollué, parce qu'on appelle les fake news. Nous avons désormais des outils pour pouvoir identifier les fausses nouvelles ».

Dans son allocution de circonstance,

le diplomate français a expliqué l'objectif de cette formation en ces termes : « Comme nous vivons dans une époque de diffusion et de rediffusion de l'information avec une vitesse extraordinaire par les réseaux sociaux et l'Internet, une fausse information peut être diffusée aussi rapidement que la bonne avec les dégâts que cela peut occasionner. Fort de cette prise de conscience, nous avons décidé d'organiser cette formation pour faire profiter un groupe de jeunes journalistes congolais ».

Présent à cette cérémonie de remise des certificats de participation, le ministre de la Communication et des médias, porte-parole du gouvernement, Thierry Mougala, a exprimé sa satisfaction et remercié l'ambassadeur de France pour cette initiative.

« Le métier du journalisme est d'autant plus fragilisé aujourd'hui que n'importe qui peut s'improviser comme diffuseurs de nouvelles. Votre métier est codifié, parce que vous avez été formés et qu'il existe un certain nombre de règles déontologiques à respecter. Malheureusement, on rencontre des gens de mauvaise foi, qui se font passer pour des journalistes. Dans tout cela, il faut savoir faire la différence entre le bon grain et le ivret », a déclaré le ministre. En effet, pour le ministre de la communication, le métier du journalisme ne s'improvise parce qu'il est codifié et fondé sur des valeurs déontologiques. Ainsi,

le rôle du journaliste, a-t-il précisé, est d'apporter au public une information de qualité et exempte de tout doute.

S'adressant aux journalistes qui travaillent dans des conditions difficiles comme ceux de Radio Congo et l'ACI, Thierry Mougala les a rassurés en ces termes : « Je connais les revendications qui sont exprimées par les uns et les autres. Cela reste une préoccupation du gouvernement qui s'y attèle. Selon lui, les états généraux de la presse qui pointent à l'horizon permettront de régler trois questions fondamentales : l'environnement juridique ; la condition des journalistes (statut), et l'adéquation entre ce que le métier de journalisme est devenu et la maîtrise de l'appropriation de la technologie. Aujourd'hui, on n'exerce plus ce métier comme on le faisait il y a vingt et six ans, au moment des assises de la presse de 1992. »

Rappelons que la formation des journalistes par la France a été initiée en 2014 avec la formation de cinq journalistes congolais au Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ) de Paris. L'initiative avait été renouvelée en 2015 à Brazzaville. A cette occasion, dix journalistes ont été formés pendant une semaine sur le thème, « l'écriture et le traitement de l'information ». Au total, depuis 2014, l'ambassade de France aura contribué à former trente journalistes congolais.

Yvette Reine Nzaba



Photo de famille (Adiac)

TOUR PRÉLIMINAIRE DE LA COUPE DU CONGO

Trois équipes battues par forfait

Real Impact, Olympic club de Brazzaville et FC Mouyengue de Madingou ont perdu leurs matchs sans les avoir joués. Des forfaits synonymes de disqualification d'autant plus que la compétition obéit à la règle de l'élimination directe.

Au stade Alphonse-Massamba-Débat, la première rencontre prévue le 27 mai devrait opposer FC Racine à Real Impact, deux clubs de deuxième division. Les deux formations ont répondu présentes mais le match ne s'est plus joué. Jusqu'au moment de l'échauffement, en effet, Real Impact n'avait

pas encore versé les droits de participation à la compétition estimés à 100 000 FCFA. Croyant que les responsables du club pouvaient régler la facture avant le coup d'envoi, les joueurs de réserve ont pris place sur le banc de touche. L'équipe adverse a, pour sa part, regagné l'aire de jeu juste pour l'exercice

de passe à dix, pendant quinze minutes, en vue de permettre aux arbitres de constater le forfait.

« On avait envie de jouer. Mais sur le plan administratif, les choses n'ont pas marché. On n'y peut rien », a regretté Cédric Lombo, sociétaire de Real Impact qui est à sa troisième saison avec le club. Du côté de FC Racine, naturellement, la satisfaction a été perceptible, même si l'envie de jouer y était également. « C'est triste pour Real Impact. Mais après cette

victoire par forfait, nous allons continuer à travailler pour le prochain match », a déclaré l'entraîneur principal, Nathan Ngambou.

La deuxième rencontre entre Olympic club de Brazzaville et TP Mystère a connu la même issue pour la même raison. Olympic club ne s'est pas présenté, donnant ainsi la possibilité à TP Mystère de s'imposer par forfait. Par ailleurs, du côté de Madingou, dans le département de la Bouenza, la rencontre entre FC Mboukoudou et FC Mouyengue ne s'est pas aussi jouée. La seconde équipe ne s'est pas présentée. Son adversaire l'a emporté par forfait.

Les autres résultats

À Pointe-Noire, EF Total et ASK se sont départagés aux tirs au but après un match nul de zéro but partout. La rencontre ayant opposé Lion blessé aux Jeunes Fauves à Dolisie s'est soldée sur une victoire des Fauves 2-0. À Madingou, la Jeunesse sportive de Mouyondzi s'est inclinée 1-2 devant FC Corneille. C.O Harlem a battu Association sportive Kimbonguela à Kinkala. À Ouesso, Saint-Michel et Cara de la localité se sont séparés aux tirs au but : 5-4 en faveur de la première équipe.

Rominique Makaya



Les joueurs de Real Impact quittant le stade/Photo Adiac

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Belgique, finale de barrage des play-offs, 1re division

Vainqueur des play-offs 2 après un marathon de onze matchs (9 victoires, 1 nul et 1 succès aux tirs au but), Zulte-Waregem échoue aux portes de l'Europe : dimanche soir, Marvin Baudry, titulaire dans l'axe, et ses coéquipiers ont été défaits à Genk (0-2). Quatrième des play-offs 1, Genk s'adjuge ainsi la qualification en Ligue Europa.

Espagne, match retour des quarts de finale des barrages, 4e division

La réserve de Getafe, déjà victorieuse au match aller, bat le CD Coria (2-0). Sans Merveil Ndocky, blessé.

France, match retour des barrages Ligue 2/National

Victorieux au match aller, le GF 38 de Fernand Mayembo obtient un match nul 0-0 à Bourg-en-Bresse. Et valide son retour en Ligue 2, tandis que les Bressans redescendent en National. Titulaire, Mayembo, averti pour un acte d'antijeu, a probablement joué son dernier match sous le maillot grenoblois. Tandis que Kevin Koumba est resté sur le banc.

Suède, 8e journée, 3e division

Le FK Vasteras de Ravy Tsouka Dozi remporte son 7e succès de la saison sur la pelouse de Sandviken (3-1). Et caracole en tête du classement avec 21 points.

Camille Delourme

MUSIQUE

Vives tensions autour du concert de Roga Roga à Paris

L'effervescence attendue sur scène était à son comble le 26 mai, dans la capitale française, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du Palais des congrès de Montreuil, le public étant venu nombreux voir Extra Musica et son patron. Cependant, un groupuscule de la diaspora a failli gâcher la fête.

Alors que Roga Roga a fini par monter sur scène, des incidents se sont produits devant la salle de concert. Un groupuscule de personnes se disant « combattants » a surgi aux abords de la salle de spectacle, bravant l'important dispositif policier déployé autour par au moins six fourgons de gendarmes mobiles français.

Contrairement aux concerts des artistes Héritier Watanabe et Fally Ipupa de la République démocratique du Congo annulés l'année dernière, la préfecture s'est, cette fois, montrée attentive, affirmant avoir les moyens de contrôler la situation. Sauf qu'à la veille du concert, dans la nuit de vendredi à samedi, une tentative d'incendie a été perpétrée. Selon les indications du propriétaire du Palais des congrès à Montreuil, des individus auraient tenté d'incendier la devanture des lieux avec des bidons d'essence projetés contre la façade, provoquant l'explosion, par la chaleur, de nombreuses vitres.

Pour le public parisien, les hésitations pour le choix du divertis-

sement du jour ont duré jusqu'à l'heure dite du début du concert, prévu de 19 h à minuit. Embarras du choix car, au programme à la télé, la finale de la ligue des champions entre le Real Madrid et Liverpool ; les prestations du Festival Congo na Paris les 26 et 27 mai; le concert du cinquantième anniversaire de Tabou Combo au Zenith de Paris et, enfin, celui de Roga Roga dans une salle attenante au même lieu que le deuxième salon de la culture congolaise proposé par les organisateurs du Festival Congo na Paris.

Nombreux ont choisi d'aller assister aux vingt-cinq ans de carrière de l'artiste congolais. Les mélomanes ont pu pénétrer dans la salle et se sont réunis au plus près de la scène. Ce qui comptait pour eux, c'est ce qui allait se passer dans le moment présent, le temps du concert de l'orchestre Extra Musica. Dès le retentissement des premières notes de musique, la crainte due à la polémique ressentie durant l'attente s'est vite évanouie. La masse rythmique



Roga Roga et l'orchestre Extra Musica sur la scène du Palais des congrès de Montreuil, Paris estCrédit photo : Copie écran Claude Baketj

vibrante s'est engouffrée dans le tempo, prête à onduler selon le rythme de la musique attendue des chansons telles « Losambo ». Dans la salle, l'effervescence de la vraie ambiance a vite gagné la foule. « Bonjour Paris ! ». Cela a suffi pour communier avec le charismatique Roga Roga, tout de noir vêtu, apparu à l'assistance à 21h, au point d'obtenir la réciprocité artiste/public dans le

registre des délires. Place enfin à la musique ! Juste avant minuit, le concert terminé, le public est reparti sans encombre avec les paroles « d'unité de Roga Roga ». En substance, il a conclu en ces termes : « Au Congo, il n'existe pas de passeports spécifiques aux nordistes ou aux sudistes... Le passeport est unique...Il existe un seul drapeau...Taisons nos différends quand nous

sommes à l'étranger...Que la culture soit toujours le vecteur de notre unité nationale ! ».

Dans le même tempo, par réseaux sociaux, Ferréol Gassackys, député membre de la Commission Affaires étrangères à l'Assemblée nationale congolaise, s'est dit préoccupé par cette obstruction à la culture, en invitant au dialogue. « Nous ne cesserons ni ne nous lasserons de vanter les vertus du dialogue », a-t-il écrit. Et de conseiller ses compatriotes en ces termes : « Casser n'est pas la solution ! Souvenez-vous que les Etats n'ont que des relations d'intérêt ! Si Roga Roga et Extra Musica n'avaient pas donné leur concert samedi dernier, cela aurait été uniquement la défaite du Congo ». Il a terminé en encourageant : « Bravo aux participants à ce rendez-vous culturel : ils ont mis le Congo en exergue. De grâce, compassion pour les égarés car, au finish, c'est le Congo que nous devons retrouver ».

L'orchestre Extra Musica au complet repartira au Congo pour honorer les prochains rendez-vous du vingt-cinquième anniversaire à Brazzaville, Pointe Noire, Kinshasa et au Canada, a précisé le manager Bertrand Berbert Etou.

Marie Alfred Ngoma

" Enfin au CONGO ! "

Condor

Prenez votre envol !

" SOYEZ LES BIENVENUS ! "











- Qualité, Prix, Service après vente assuré

 Camp Clairon, Brazzaville, Congo
en face de la station Puma

 05 035 06 06

www.condor.dz

RAPATRIEMENT DU CORPS D'ÉTIENNE TSHISEKEDI

Des obsèques programmées avant le 30 juin

L'échéance a été envisagée, le 24 mai, par la commission chargée de l'organisation des funérailles du leader de l'UDPS, que préside le vice-Premier ministre chargé de l'Intérieur et de la sécurité, Henri Mova Sakanyi.

Après moult tergiversations sur fond de malentendus, les parties prenantes au processus de rapatriement de la dépouille d'Étienne Tshisekedi ont convenu de l'urgence d'organiser ses obsèques dans un avenir très proche. Les uns et les autres ont finalement mis un peu d'eau dans leur vin en prenant, cette fois-ci, l'option d'enterrer le défunt sur le sol de ses ancêtres dans des conditions requises. C'est, en tout cas, ce qui est ressorti de la réunion que le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur et de la

sécurité a présidée, le 24 mai, à Kinshasa. Il avait comme interlocuteurs le gouverneur de la ville, André Kimbuta, les délégués de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et les membres de la famille biologique d'Étienne Tshisekedi dont Mgr Gérard Mulumba et la députée Eugénie Tshika Wa Mulumba

u cours de cette réunion, il a été décidé de procéder à l'inhumation rapide du « lider maximo » dont le corps sans vie continue à être gardé au frais dans un funérarium à Bruxelles, au mépris des traditions ancestrales africaines. Sans avancer une quelconque date, les participants ont pris l'option d'enterrer l'opposant historique congolais avant la commémoration de l'indépendance du pays, le 30 juin. Cette échéance ne sera pas



La dépouille d'Étienne Tshisekedi exposée lors des funérailles organisées à Bruxelles dépassée sans que la dépouille du challenger de Joseph Kabila en 2011 ne soit mise en terre. Les balbutiements quant à la date exacte du rapatriement du

core achevée. Difficile, dans ces conditions, de fixer une date. Toutefois, des indiscretions font état d'avancées dans l'exécution des travaux qui, sauf imprévu, pourraient se terminer d'ici à mi-juin. En attendant, huit commissions techniques appelées à coordonner des actions pour des obsèques dignes, dans l'unité et le respect des valeurs ancestrales, ont été mises sur pied sous la présidence du ministre de l'Intérieur.

Notons que le programme des obsèques tel qu'initialement publié n'a pas été modifié. Une fois rapatriée, la dépouille d'Étienne Tshisekedi sera exposée au Palais du peuple pour un recueillement pendant quarante-huit heures et, après, sera enterrée dans une concession familiale, dans la commune de la N'Sele.

Alain Diasso

COOPÉRATION

L'ambassadeur de la RDC en Turquie salue les relations turco-africaines

Marcel Mulumba Tshidimba, doyen du corps diplomatique africain à Ankara, a accordé une interview à l'agence de presse turque «Anadolu», à l'occasion de la journée de l'Afrique, célébrée le 25 mai de chaque année.

Le diplomate congolais a estimé que les relations entre la Turquie et l'Afrique se sont beaucoup améliorées, grâce notamment à Turkish Airlines, qui dessert la plupart des pays africains. « La mission de notre groupe est de travailler ensemble, de négocier avec le gouvernement turc quand il s'agit de l'intérêt commun du continent », a-t-il déclaré. Les relations entre les deux parties se sont améliorées, selon l'ambassadeur, depuis que le sommet de l'Union africaine (UA) de 2007 a décidé de faire de la Turquie un partenaire stratégique pour le développement du continent. Deux sommets turco-africains se sont alors tenus respectivement à Istanbul en 2008 et à Malabo (Guinée équatoriale) en 2014. « Depuis ces sommets, il y a eu de nombreuses améliorations avec l'aide de Turkish Airlines qui a commencé à opérer des vols vers la plupart de nos pays. Les relations sont de plus en plus fortes et surtout dans le commerce et l'économie. Je parle particulièrement de l'Afrique subsaharienne car c'est la région où la Turquie était absente depuis longtemps », a précisé Marcel Mulumba Tshidimba. Le potentiel de l'Afrique dans de nombreux domaines n'est pas assez exploité, a laissé entendre le diplomate congolais, souhaitant le changement de cet état de choses avec l'aide de la Turquie grâce à sa technologie et sa capacité de financement. « Sans l'eau et l'électricité, il n'y a pas d'industrie, nous avons donc besoin de développer ces secteurs et

nous avons besoin de l'assistance technique et financière de la Turquie principalement dans ces domaines », a-t-il expliqué.

Marcel Mulumba a rappelé qu'à son arrivée en Turquie pour ouvrir l'ambassade de la RDC en 2011, il n'existait que seize ambassades africaines à Ankara, et le pays en compte aujourd'hui trente-trois, ce qui démontre l'état des bonnes relations entre l'Afrique et la Turquie. « Le président de la Turquie a visité plus de vingt pays en Afrique depuis son élection en 2014 et il avait accueilli une trentaine de chefs d'État d'Afrique, sur cinquante-quatre, ce qui est un grand nombre », a rappelé l'ambassadeur de la RDC en Turquie. Pour Marcel Mulumba, les plus grands défis auxquels l'Afrique est confrontée sont l'instabilité dans de nombreux domaines ainsi que la présence d'organisations terroristes qui empêchent les pays de se concentrer uniquement sur le développement économique. « Nous devons également améliorer le niveau de connaissance de nos populations. Par exemple, si les gens ne peuvent pas utiliser internet, ils resteront illettrés pendant longtemps. C'est donc dans le secteur de l'éducation que nous avons le plus grand défi en Afrique », a-t-il conclu. L'Organisation de l'Union africaine, aujourd'hui Union africaine, a été fondée le 25 mai 1963 à Addis-Abeba, en Éthiopie. Le prochain sommet Turquie-Afrique se tiendra à Istanbul, en 2019.

Patrick Ndongidi

RÉINSERTION SOCIALE

L'Unicef se préoccupe des enfants congolais associés dans les groupes armés

L'ambassadrice de l'agence de l'ONU pour les enfants et les conflits armés, la Suédoise Gufran Al-Nadaf, a effectué une visite de travail en République démocratique du Congo (RDC) pour récolter les desiderata de ces enfants afin de les porter au Conseil de sécurité des Nations unies.

La démarche de Gufran Al-Nadaf, souligne l'Unicef dans un communiqué de presse, vise à mieux comprendre l'impact du conflit armé sur les enfants en RDC et de renforcer son travail de plaidoyer. La Suédoise, ambassadrice de l'Unicef pour les enfants et les conflits armés, a centré sa visite en RDC sur deux villes, notamment Kinshasa, la capitale, et Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu.

À Goma, après avoir tenu une réunion avec le ministre provincial

de l'Intérieur, l'ambassadrice de l'Unicef s'est entretenue avec un groupe d'enfants dans un centre de transition et d'orientation soutenu par cette institution. Au sein de cette structure, les enfants reçoivent des soins médicaux, psychosociaux et éducatifs pendant que leurs familles et communautés sont recherchées et que leur réintégration est préparée.

L'Unicef et ses partenaires ont assisté et réinséré, l'année dernière, quatre mille trois cent cinquante-deux enfants à travers dans tout le pays. Les principaux sujets et préoccupations soulevés par les enfants lors des réunions étaient liés au besoin de sécurité, de retour de la paix et à la possibilité pour eux de poursuivre leurs études car ils rêvent d'un avenir meilleur dans un monde en sécurité. L'ambassadrice a promis de faire entendre leur voix au Conseil de sécurité des Nations unies par l'intermédiaire du Groupe de tra-

vail sur les enfants et les conflits armés.

Notons que la Suède est actuellement membre du Conseil de sécurité des Nations unies et préside également le Groupe de travail sur les enfants et les conflits armés. Dans le cadre de l'attention particulière qu'elle accorde à la question de ces enfants, la Suède a nommé Gufran Al-Nadaf ambassadrice pour les enfants et les conflits armés. Le pays a identifié quatre priorités pour son travail: la mise en œuvre de l'agenda en faveur des enfants et les conflits armés, le droit des enfants à se faire entendre, le droit des enfants à l'éducation et à la santé, y compris la santé mentale. Avant son arrivée en RDC, l'ambassadrice Gufran Al-Nadaf a déjà visité plusieurs autres pays où des enfants sont touchés par un conflit armé. Sa prochaine étape sera la Jordanie.

Blandine Lusimana

CÉNI

Le corps électoral sera convoqué dans moins de trente jours

L'information a été donnée, le 25 mai, à Kinshasa par le président de la Centrale électorale, Corneille Naanga, lors de la restitution du rapport de la mission d'audit du fichier par les experts de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Les élections générales se tiendront le 23 décembre, selon le calendrier officiel publié en novembre 2017 par la Commission électorale nationale indépendante (Céni). Dans la foulée de la présentation du rapport d'audit du fichier électoral par les experts pilotés par l'OIF, Corneille Naanga a confirmé cette date. Le président de la Céni avait, en effet, toutes les raisons de s'estimer heureux car les résultats auxquels ont abouti les experts n'ont pas empiété fondamentalement sur le travail initial réalisé par son équipe. D'après lui, il n'existe aucun fichier électoral au monde qui soit exempt d'anomalies. « Aucun fichier électoral au monde n'est parfait, il n'y a que Dieu qui aura un fichier parfait », a-t-il avancé, justifiant par là les quelques incohérences enregistrées par rapport aux chiffres avancés.

Concernant la critique de ses détracteurs qui pensent que la présence des 16,6% d'électeurs sans empreintes décredibiliserait le fichier électoral avec le risque d'impacter négativement

sur la suite des opérations, Corneille Naanga paraît minimiser sa portée. Alors que l'opposition martèle sur l'option de radiation des concernés, le président de la Céni allègue le contraire. « Il n'est pas question de radier les 16,6% d'électeurs sans empreintes. Ils ne seront jamais radiés du fichier électoral car la loi leur donne la possibilité de voter. L'empreinte digitale n'impacte pas sur le vote lui-même. C'est plutôt la photographie qui impacterait le plus le vote. L'empreinte digitale est une donnée qui a été mise dans la base des données, juste pour vérification », a-t-il argumenté.

Tout en soutenant que son institution entend prendre en compte toutes les recommandations formulées par l'OIF, il a indiqué que dans moins de trente jours, le corps électoral sera convoqué. « L'électorat sera convoqué le 23 juin prochain », a-t-il déclaré, comme pour rassurer sur la tenue des scrutins, conformément au calendrier qui les fixe à la date du 23 décembre. Corneille Naanga a rappelé à tous ceux qui hésitent encore qu'ils doivent se préparer pour les élections, le train étant déjà en marche. « Le 23 juin prochain, soit dans moins d'un mois, nous allons convoquer l'électorat et lancer l'appel à candidature », a-t-il lancé, tout déterminé. Il a précisé que cela va d'abord concerner l'élection provinciale, ensuite les élections législatives nationales puis la présidentielle.

Alain Diasso

EXAMENS D'ETAT

Un dispositif mis en place pour contrer la fraude

En mission de travail dans la partie septentrionale du pays pour évaluer le niveau d'exécution des programmes à quelques semaines du baccalauréat et du brevet d'études du premier cycle, sessions de juin, le ministre en charge de l'Enseignement général, Anatole Collinet Makosso, a annoncé aux candidats et équipes de maîtrise des lycées et collèges d'Owando et Boundji la série des mesures prises cette année.

Dans le but de lutter contre la fraude en milieu scolaire, le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation s'est doté de nouvelles directions. Il s'agit, entre autres, de la direction du système d'information et de communication qui s'occupera désormais de tous les traitements informatiques et la direction de lutte contre la fraude scolaire.

Concernant, par exemple, l'organisation des examens d'Etat, la direction des examens et concours continuera de s'occuper des questions administratives et pédagogiques. « Toutes ces structures vont concourir maintenant à l'organisation des examens réussis. C'est un dispositif efficace de lutte contre la fraude scolaire qui a été mis en place. Alors je n'ai jamais voulu que mes collègues enseignants se retrouvent dans des situations difficiles, parce qu'ils se seraient rendus coupables ou complices de certains comportements frauduleux », a mis en garde le ministre, s'adressant à l'équipe de maîtrise du lycée d'Owando.

Anatole Collinet Makosso a attiré leur attention sur le comportement exemplaire qu'ils doivent observer puisque certains d'entre eux feront partie des membres du jury, responsables du secrétariat et de surveillance pendant cette campagne qui démarre dès le 13 juin. Faisant allusion aux cas ou tentatives de fraudes constatés ces dernières années lors du déroulement des examens d'Etat, il rappelé qu'il

n'avait pas besoin de revenir sur les mêmes choses chaque année.

Des programmes totalement achevés

De passage à Owando et Boundji, le ministre a reçu des assurances de la part des élèves et des enseignants sur l'achèvement de tous les programmes, en dépit de quelques difficultés rencontrées. Le plus grand problème se trouve maintenant dans la capacité des élèves à rendre positivement ce qu'ils ont appris. Car les résultats des évaluations, notamment du baccalauréat blanc, montrent que beaucoup reste encore à faire, surtout chez les terminales C et A. C'est ainsi qu'un système d'encadrement spécifique a été acté pour la remise à niveau de certains candidats.

Qu'à cela ne tienne, le proviseur du lycée d'Owando, Gaëtan Varch Andounguis-Ganckoum, est serein. Il estime que son établissement fera de bons résultats d'autant plus que les deux dernières semaines qui restent seront mises à profit pour remonter la pente. « Nous venons de passer un dernier examen avec les candidats, après correction, nous avons mis en place un mécanisme de renforcement des capacités pour remonter le niveau de ces enfants. Ce matin, nous en avons parlé avec monsieur le ministre, nous allons sélectionner les enfants dont les moyennes varient entre 7 et 8 pour essayer de remonter leur niveau. C'est un travail que nous avons commencé il y a



Le ministre instruisant le proviseur du lycée d'Owando (Adiac)

deux semaines », a-t-il assuré.

Pour le ministre qui a déjà fait le tour de plusieurs départements du pays, finir les programmes est une chose, mais les avoir fait assimiler aux élèves en est une autre. C'est ainsi qu'il a lancé un débat sur la possibilité de réviser les programmes scolaires, surtout ceux des classes de terminale. « Je me dis, sans doute, mettons-nous plus de temps à enseigner cela (...) Je crois que c'est là qu'il faut faire le travail et savoir si ce n'est pas le programme qui est très abandon au point que les enfants se retrouvent en fin d'année dans l'incapacité de restituer ce qu'ils ont bien reçu et qu'ils croient bien avoir retenu », a indiqué Anatole Collinet Makosso.

Le nombre de candidats libres en baisse dans la Cuvette

Le ministre s'est, par ailleurs, félicité du fait que le département de la Cuvette a respecté cette année les consignes, après avoir occupé longtemps le peloton en ce qui concerne le nombre élevé des candidats libres au baccalauréat. En effet, sur 3 429 candidats inscrits à l'examen en 2017, presque la moitié, soit 1431 étaient candidats libres dont 1237 avaient l'âge scolaire. Mais cette année, sur les 2 445 inscrits, il y a seulement 261 candidats libres. « Donc, nous sommes partis de 1431 à 261. On comprend bien que le dispositif de dissuasion que nous avons mis en place a marché, nous aurons aimé que dans d'autres départements ce soit le cas », a

souhaité Anatole Collinet Makosso. Sur les 261, dix-neuf ont l'âge scolaire et le ministre a cherché à comprendre ce qui les a motivés à se faire candidats libres, expliquant qu'ils ont été déjà identifiés et le travail d'investigation est au niveau de la direction générale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle, qui est aussi une innovation.

Notons qu'après le département de la Cuvette, le ministre en charge de l'Enseignement général s'est rendu dans la Sangha, à Ouessou, où il a tenu le même langage, ce 28 mai, devant les candidats au Bac et au BEPC des lycées et CEG de cette ville ainsi que les équipes de maîtrise de ces établissements avant de prendre leurs doléances.

Parfait Wilfried Douniama

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'Agence universitaire de la Francophonie encourage la mise en ligne des cours

Les enseignants de l'Université Marien-Ngouabi ont suivi, du 22 au 25 mai, une formation à distance lors de l'atelier portant sur la création et la gestion de site dynamique, organisé au Campus numérique de Brazzaville.

L'idée principale est de favoriser la visibilité des travaux scientifiques des enseignants dans l'usage des dispositifs pédagogiques innovateurs, l'objectif général étant de leur permettre d'utiliser les composantes du logiciel Joomla pour la création d'un site web. Parmi les objectifs spécifiques, figurent la maîtrise de l'installation du système de gestion de contenu Joomla, le déploiement et l'intégration des modules et composantes du logiciel, l'administration du back office Joomla ainsi que l'autonomie dans la gestion et les mises à jour du contenu.

Le facilitateur de la formation, le Pr Peter Kidoudou, a édifié ses apprenants sur la capacité de modifier et de faire leur mise à jour à travers le logiciel Joomla. Selon lui, le thème a été choisi suite au

constat fait chez les enseignants qui ne font pas connaître leurs enseignements au niveau internatio-

nal. « À l'issue de cette formation de l'Agence universitaire de la Francophonie, ces enseignants seront capables de publier les informations via internet. La formation paraît nouvelle, certes, mais ces étudiants fi-

niront par s'habituer à l'environnement », a indiqué Peter Kidoudou. Pour Kévin Bikindou, enseignant chercheur à l'Université Marien-Ngouabi évoluant à l'Ecole normale supérieure, cette formation a permis d'apprendre

comment créer le site web avec ce logiciel. Grâce aux enseignements reçus, il pourra désormais contrôler ses étudiants à distance, diriger les travaux en ligne puis prendre connaissance des corrigés des examens. Les étudiants, a-t-il ajouté, pourront de leur côté consulter leurs cours à distance, sans avoir un contact avec l'enseignant.

Nadège Samlon Okiemy, chercheuse à l'Université Marien-Ngouabi au laboratoire de biochimie et de pharmacologie de la Faculté des sciences de la santé, a rappelé qu'à l'ère du numérique, tout enseignant doit s'aligner dans la même démarche de la mondialisation. « La formation m'a été très bénéfique, parce qu'elle me facilite désormais à être distante des étudiants. La mise en ligne des cours vient également changer ma façon de travailler avec la pléthore des salles », a-t-elle déclaré.

Lydie Gisèle Oko



Les participants à la formation (Adiac)

CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET MUNICIPAL

La troisième session ordinaire s'achève le 31 mai

Seize points parmi lesquels ceux des comptes administratif et de gestion seront traités au cours des assises ouvertes le 22 mai par Jean François Kando, député maire, président du conseil.

Dix des seize affaires retenues dans l'ordre du jour concernent l'examen et l'adoption des délibérations portant sur la recherche des moyens en vue du financement du programme d'investissement du conseil, adopté lors de sa deuxième session dite budgétaire. Il s'agit, entre autres, de la délibération n°022/DPN/CPN/CDM/BE, modifiant et complétant la délibération n°06/72 du 11 janvier 1973, la délibération portant création d'une taxe sur la délivrance du duplicata du permis d'occuper, la délibération annulant la délibération n°023/DPN/CPN/CDM/BE, relative à l'actualisation des taxes portant tarifs d'établissement des permis de construire dans le département de Pointe-Noire et celle portant revalorisation des taux des taxes des pièces d'Etat civil.

Les élus locaux devront aussi se prononcer sur les projets des comptes administratif et municipal de Pointe-Noire exercice 2017 et sur la délibération s'y rapportant ainsi que le projet de rapport d'activités de l'inter session du bureau exécutif, allant du 17



Hotel de ville de Pointe-Noire

janvier au 17 avril 2018.

Au cours des travaux, les conseillers suivront également les communications du directeur de la société Averda sur la gestion des ordures dans la ville, des directeurs départementaux des logements et des bâtiments administratifs et du Service national de reboisement sur la gestion du patrimoine et sur le «projet vert» de la commune de Pointe-Noire. Une autre communication sera celle du directeur général du Guichet unique des opérations trans-

frontalières (Guot) pour la perception de la taxe sur la circulation des conteneurs.

Dans son mot d'ouverture, Jean François Kando, député maire et président du conseil, a évoqué la campagne de la saison sèche 2018 qui sera bientôt lancée ainsi que les risques liés aux pluies diluviennes qui s'abattent sur la ville océane. « C'est le lieu d'attirer notre attention en général, et celle des services techniques en particulier, afin que dans un élan de responsabilité et de solidarité agissantes, nous ar-

rivions à renverser les tendances pour faire sourire notre population. Neuf mois après le début de notre mandat, nous pouvons affirmer que tout reste à faire, surtout en ce temps de vaches maigres où tout ou presque se pose en termes de priorité», a-t-il dit, rappelant toute l'attention qui doit être portée aux questions d'assainissement et d'occupation anarchique.

A cela s'ajoutent le problème des nuisances sonores, la recrudescence dans tous les arrondissements du phénomène de ventre de sachets et sacs en plastique dans les marchés et autres lieux publics. Souhaitant bonne chance aux élèves pour les examens de fin d'année, le président du conseil a formulé le vœu que tous s'approprient fortement les problèmes de

leur cité, dans une communauté de destin, un esprit d'équipe innovante et gagnante, d'éthique et de citoyenneté. «Ainsi compris, nous pourrions mener en toute responsabilité, les réformes nécessaires à l'augmentation de la productivité de notre travail et du service à l'usager et l'amélioration de la qualité de la vie à Ponton la belle, pour le plus grand profit de tous », a-t-il conclu.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

Des défis de développement urbain à relever

L'ambition commune a été dévoilée à l'ouverture de la troisième session ordinaire dite « administrative » qui se tient du 22 au 31 mai dans la ville.

Les problèmes d'assainissement et d'occupation anarchique des sols, de construction des maisons aux abords des lits de rivière et dans les marécages, l'impraticabilité des routes dans les quartiers concernés, etc., les défis à relever dans le cadre du développement de la ville océane sont énormes, mais cela ne décourage pas son conseil départemental et municipal. Il entend les relever et poursuivre l'œuvre admirable de construction de la cité. Depuis quelques jours, en effet, les élus locaux sont en session ordinaire pour rechercher les solutions idoines aux nombreux problèmes dont fait face la ville.

À l'ouverture de cette session, Jean François Kando, président du conseil départemental et municipal de Pointe-Noire, a demandé aux conseillers de s'approprier fortement les problèmes de la cité, afin de mener, en toute responsabilité, les réformes nécessaires à l'augmentation de la productivité de leur travail et du service à l'usager ainsi que l'amélioration de la qualité de la vie pour le plus grand profit de tous. « Nous devons vouloir le changement de notre ville et partager une vie d'avenir meilleure, de faire mieux, de créer et surtout d'oser... », a dit Jean François Kando.

En effet, Pointe-Noire a été meurtrie par les pluies diluviennes qui y sont tombées ces derniers temps. Cette situation a placé l'assemblée locale



Jean François Kando ouvrant les travaux crédit photo «DR»

devant l'impératif d'améliorer sans relâche la productivité de ses services locaux et de dégager les marges de manœuvre nécessaires permettant à son bureau exécutif de réaliser les équipements collectifs indispensables à la croissance économique. Ainsi, cette troisième session ordinaire a été ouverte à quelques semaines du lancement de la campagne saison sèche 2018, qui est un moment bien indiqué pour ce conseil et, surtout, pour son bureau exécutif de mettre les bouchées doubles afin de transformer tant soit peu le visage de cette ville.

Hugues Prosper Mabonzo

ASSISTANCE

Des personnes âgées reçoivent l'aide de l'Église Les Sarmets du Christ

L'acte du cœur a été accompli en marge du culte du 27 mai, en présence du conseiller socio-culturel du maire de Tié-Tié, Eric Bizongo, représentant le maire.

Au total, cinquante-deux hommes et femmes de 3e âge du quartier 315 Mpa-Ka Km8 ont reçu chacun un panier rempli de riz, d'huile, de pagnes et une petite enveloppe pour les femmes et des vestes pour les hommes. Ce geste salué par les invités a été réalisé par le pasteur Barthelemy Samba, dans sa mission de restaurer l'amour véritable au sein de l'église en accomplissement de la parole de Dieu qui dit, dans le livre de Jacques, « Une vraie religion s'occupe des veuves et des orphelins », a souligné le pasteur.

L'orateur a également indiqué, dans son évangile du jour, que la vraie religion est dans le cœur et qu'une foi sans œuvres est une foi morte. « C'est la mission que j'ai reçue de Dieu, je commence à la partager avec les autres pour que nous avançons. Car, a-t-il poursuivi, ce qui se passe actuellement dans les églises n'est pas juste. Tout pour le pasteur, rien pour les fidèles et ceux qui partagent deviennent de plus en plus pauvres, tandis que ceux qui reçoivent deviennent riches. Ce serait le contraire puisque d'après le livre de Jacques, une vraie religion s'occupe des veuves et des orphelins, ce n'est pas la mission des ONG ni des politiques mais la mission des chrétiens. Nous apportons la parole de Dieu mais, après cette parole de vie, nous

devons penser aux démunis, parce que Jésus prêchait et, après avoir prêché, il nourrissait », a-t-il martelé.

Très content de l'aumône venue de leurs filles



Un échantillon des bénéficiaires (Adiac)

et fils des Sarmets du Christ, l'un des bénéficiaires a remercié le donateur. « Nous vous remercions pour ces présents. Nous sommes vieux, fatigués par la faim, nous n'avons plus de foi, c'est votre amour qui nous fortifie. Papa pasteur, aujourd'hui nous confirmons que vous êtes un vrai homme de Dieu, que le Seigneur vous bénisse et votre église prospère », a-t-il dit.

De son côté, le conseil socio-culturel du maire de Tié-Tié, Eric Bizongo, très touché par le geste d'amour de l'église en faveur des vieillards et par la parole du jour, a félicité le pasteur et son église pour cette action. Il a, par ailleurs, promis de transmettre au maire les documents de cette église remis par le pasteur visionnaire Barthelemy Samba. Profitant également de la circonstance, le conseiller socio-culturel a attiré l'attention des parents sur l'éducation des enfants qui se livrent au banditisme.

Charlem Léa Legnoki

ARTS MARTIAUX

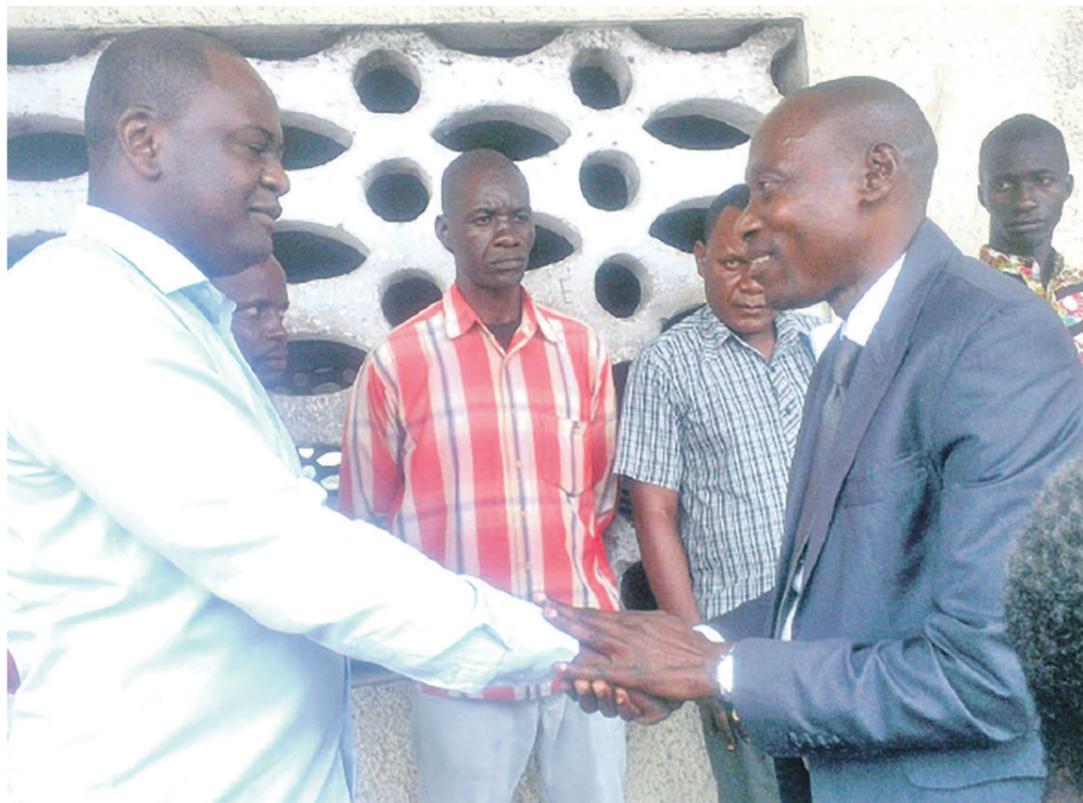
Olympic club karaté relance ses activités

Le club ponténégrin a repris les entraînements le 27 mai, au CEG-30 mars, avec l'organisation d'une assemblée générale ordinaire, après une longue période de léthargie.

Jusqu'en 2005, Olympic club karaté (OCK) a été l'un des plus grands clubs du pays. Les nombreuses médailles glanées par ses athlètes lors des différentes compétitions lui ont donné une certaine renommée.

Mais à cause de l'inaction de l'équipe dirigeante d'alors, le club a connu, à partir de cette année-là, une apathie qui a découragé athlètes et formateurs. Seuls quelques rares passionnés de cet art martial japonais ont continué à rallumer la flamme, au CEG-30 mars, après avoir quitté le siège de la commune de Tié Tié.

Ne voulant pas voir mourir le club, certains dirigeants ont décidé de le faire vivre. C'est dans cette optique qu'a été organisée l'assemblée générale ordinaire dirigée par Me André Brice Ndinga qui a permis d'élire le bureau exécutif du club. Me Alisther Mongo Amboulou a été élu président, secondé par Me Gauthier Pandzou, tandis que Me Guy Tchiapi Makosso est le secrétaire général et Me Moundzeo, le secré-



M^r Ndinga félicitant Me Amboulou

taire général adjoint. Me Ly Gael Makosso est trésorier général et Me Nkodia, le trésorier général adjoint. Les membres ont pour noms: Me Guelor Loussankoueno et Me Lejoux Diabeno. Le commissariat aux comptes est tenu par Me Levy Mambou qui a pour adjoint Bantsimba Loussakou.

« Mon premier cheval est de reformer le club et le faire vivre en révisant le statut et règlement inté-

rieur. Notre action va aussi consister à amener le club à un statut semi-professionnel en y mettant les moyens qui vont avec et, à terme, envisager le professionnalisme. Nous allons aussi, pendant notre mandat à la tête du club, organiser deux compétitions annuelles : la coupe OCK et une autre compétition dont la dénomination n'est pas encore connue », a dit Me Alisther Mongo Ambou-

lou. Champion du Congo et diable rouge cadet, il a été formé au club qu'il a remercié en offrant un important lot d'équipements sportifs composé de protège-bustes, de gants, de protège-tibias, de casques, de protège-dents, de ceintures, de kimonos, de packs de compétiteurs et d'un tatami.

En vingt-trois ans d'existence, de nombreux pionniers de l'OCK ont fait sa fierté en obtenant des médailles

sur le plan national ou international. Ils ont été décorés pour service rendu au club et au karaté congolais, notamment Me Franck Doumas, capitaine des Diables rouges karaté, quart-finaliste mondialiste, champion du Congo, champion d'Afrique centrale ; Me Reginald Diahomba, champion du Congo ; Me Charles Honda, diable rouge junior, mondialiste ; Me Ly Gael Makosso, diable rouge junior, champion du Congo, Me Alisther Mongo Amboulou, diable rouge cadet, champion du Congo. À la fin de la cérémonie, une série de démonstrations des sportifs en karaté, judo, aikido et taekwondo a eu lieu sous les ovations du public.

L'OCK a été créé le 15 janvier 1995 des cendres du club Nambu par Me Louis Sambou Balou et Me Brice André Ndinga. Dès sa première année d'existence, il a été troisième au championnat national du Kouilou. Un an plus tard, le club gagne le championnat régional du Kouilou. Il récidive en 1997, 1998, 2000, 2001 et 2005. L'OCK a aussi gagné la coupe Challenge Denis-Sassou-N'Guesso en 1998, la coupe de la ville en 1999 et la coupe SKCI.

Hervé Brice Mampouya

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



LIGUE DES CHAMPIONS UEFA

Le Real de Zidane entre dans la légende avec un triplé inédit

Du jamais vu dans l'histoire de la «Coupe aux grandes oreilles»! Le Real Madrid de Zinédine Zidane a remporté sa troisième Ligue des champions d'affilée, performance inédite, grâce à sa victoire face à Liverpool (3-1) avec notamment un but d'anthologie de Gareth Bale et deux boulettes du gardien des Reds Loris Karius, samedi à Kiev.

Plus que jamais entré dans la légende: moins de trois ans après le début de sa première expérience de coach d'une équipe professionnelle, «Zizou» a réalisé l'exploit de détrôner au palmarès tous les plus grands entraîneurs de l'histoire de la compétition européenne.

«Forcément, ce soir c'est un moment historique. Gagner trois fois d'affilée... C'est un truc de fou de vivre ça. Même si on y croit, on y pense quand on travaille fort. Avec une équipe comme ça, on peut aller loin, mais en gagner trois, c'est un truc de fou. Il faut en profiter, penser à ce que les joueurs ont fait tous ensemble», a-t-il déclaré sur beIN Sports.

Trente ans après le mythique AC Milan d'Arrigo Sacchi, vainqueur en 1989 et 1990, et moins d'une décennie après le FC Barcelone de Pep Guardiola (2009 et 2011), «le Real de Zidane» a encore fait mieux pour marquer définitivement son époque. Grâce à qui ? Son compatriote Karim Benzema (51e mn), qu'il a toujours défendu quand il était décrié pour son inefficacité, et Gareth Bale, auteur d'un retourné acrobatique «ronaldesque»..., trois minutes après son entrée en jeu (64e mn) puis du doublé en fin de match (84e)!

Depuis son arrivée sur son banc, d'abord comme entraîneur-adjoint en 2014, puis comme entraîneur principal à la surprise générale depuis 2016, Madrid reste sur quatre finales de C1 et... quatre victoires

en cinq ans. Tout simplement imbattable...

Mieux, «ZZ» a réussi à se défaire de son coriace challenger Liverpool pour décrocher la 13e C1 de l'histoire de la «Maison-Blanche». Un record aussi...

Les larmes du Pharaon

Malgré le soutien incroyable de ses supporters, véritable vague rouge assourdissante avec ses «Allez, Allez, Allez (en français, ndlr), la magie de Kiev n'a pas été aussi puissante pour Liverpool que celle d'Istanbul, lieu de son dernier triomphe européen en 2005.

Pis, Jürgen Klopp, qui rêvait de vivre enfin son premier sacre européen et décrocher la sixième étoile pour les Reds, n'est pas parvenu à se défaire de sa réputation de «chat noir». Après avoir échoué en Europa League en 2016 et en C1 avec Dortmund en 2013, l'Allemand a perdu la troisième finale européenne de sa carrière.

Pour réussir l'exploit, il comptait pourtant sur son atout maître, Mohamed Salah, déterminé à doper ses chances de devenir le premier joueur à ravir le Ballon d'Or aux «cracks» Lionel Messi et Cristiano Ronaldo lors du dernier match de la plus belle saison de sa carrière (quarante-quatre buts toutes compétitions confondues).

Mais après un début de partie très encourageant, l'inimaginable s'est produit peu avant la demi-heure de jeu. A la suite

d'un duel musclé avec Sergio Ramos, l'Égyptien est retombé sur sa clavicule gauche, laissant craindre le pire aux milliers de supporters des «Reds» devenus d'un seul coup plus silencieux (27e mn). Décidé à jouer malgré la douleur, il se résout à sortir du terrain en pleurs et la mort dans l'âme. Et dire peut-être aussi adieu au Mondial en Russie...

Klopp: «Une blessure grave» de Salah

Le joueur a quitté le stade en traversant la zone mixte sans le moindre mot, avec le bras en écharpe. Klopp s'est exprimé pour lui: le technicien allemand a évoqué «une blessure sérieuse», développant: «Je pense que c'est soit la clavicule, soit l'épaule, ça n'a pas l'air bon».

Cinq minutes plus tard, c'était au tour du madrilène Carvajal de sortir en pleurs sur blessure. Mais ce n'est pas Cristiano Ronaldo, le facteur X du Real. La star portugaise, meilleur buteur de la compétition (dix buts), a failli ouvrir le score juste avant la mi-temps mais sa reprise de la tête, en légère position de hors-jeu, a été bien repoussée par Karius, avant que Benzema, à l'affût, ne voit son but logiquement refusé (43e mn).

Dès le retour des vestiaires, le Real a été tout proche de punir une incroyable erreur de Lallana, le remplaçant de Salah, mais le tir lobé d'Isco a fini sur la barre de Karius (48e mn) ! L'épisode annonciateur d'une bourde encore plus énorme signée Karius. Après avoir capté un long ballon anodin, le gardien a relancé... sur le pied de Benzema, tout heureux de voir le but entré dans le camp adverse (51e mn).

Bale, «coaching gagnant» de Zidane

Mais Liverpool ne lâche jamais rien, à



Gareth Bale, lancé en cours de match par Zidane, a été l'artisan du succès madrilène (Franck Fife/AFP)

l'image de Sadio Mané qui s'est arraché pour reprendre une remise de la tête de Lovren sur corner et égalisé dans la foulée du bout du pied (55e mn).

C'est alors que le tournant du match a eu lieu : Zidane, désormais réputé pour ses «coaching gagnants», a fait entrer en jeu son joker Gareth Bale (61e mn)... qui redonnera trois minutes plus tard l'avantage à son équipe d'un retourné somptueux. Sur un centre de Marcelo, le Gallois s'est élevé dans les airs, comme

«CR7» face à la Juventus Turin en quarts de finale, pour battre Karius (64e mn).

Pour le grand bonheur de «Zizou», d'habitude si zen, qui laissera parler ses émotions avec son moulinet du poignet désormais culte. Dans une fin de match haletante, Bale assure définitivement le succès (83e mn) sur une nouvelle faute de mains spectaculaire du gardien adverse. Le Français peut savourer, il a écrit une nouvelle page de son histoire royale.

Camille Delourme avec AFP

Mohamed Salah forfait pour le Mondial?



Mohamed Salah sort en pleurs, réconforté par Sadio Mané et CR7 sur la pelouse du stade de Kiev (Sergei Supinsky/AFP)

«Il est à l'hôpital pour des radios, je pense que c'est soit la clavicule, soit l'épaule, ça n'a pas l'air bon». L'entraîneur de Liverpool, Jürgen Klopp, s'est montré pessimiste sur l'état de santé de son meneur égyptien, sorti sur une «blessure sérieuse» samedi en finale de Ligue des champions face au Real Madrid.

Salah, qui devait être le meneur de l'Égypte à la Coupe du monde qui débute dans moins de trois semaines, est sorti sur blessure après une demi-heure de jeu face au Real Madrid, finalement vainqueur (3-1). «Si vous dites cela après le match, on dit que vous êtes mauvais perdant, mais pour moi, c'était un tackle dur, qui ressemblait un peu à de la lutte», a dit l'entraîneur Klopp à propos du geste de Sergio Ramos. «Le retour à la maison va être difficile. On voulait tout avoir et on n'a rien eu. Pire, on a perdu un joueur important et l'Égypte a peut-être perdu un joueur important pour la Coupe du Monde», a encore regretté Klopp. L'Égypte, qui dispute sa première Coupe du Monde depuis 1990, débute le Mondial-2018 le 15 juin face à l'Uruguay. Elle est dans le groupe A du pays-hôte, la Russie, qui compte aussi l'Arabie saoudite.

Après la blessure de l'Égyptien, auteur d'une saison magnifique, «le choc des garçons était évident», a poursuivi Klopp. «Ils sont descendus un peu trop bas. On a ensuite vraiment essayé de s'appuyer sur les moments positifs, on revient à 0-0 à la mi-temps puis il y a eu d'autres moments décisifs: les buts. Ils étaient un peu bizarres, mais c'est comme ça. Vous connaissez le résultat, 3-1 pour le Real, et c'est pour ça que le moral n'est pas au mieux», a-t-il conclu.

C.D.

Cristiano Ronaldo lâche sa petite bombe...

C'est la liesse sur la pelouse à Kiev le 26 mai, le Real Madrid vient de gagner sa 3e Ligue des champions consécutive. Mais CR7 lâche une petite bombe au micro de beIN Sports Espagne: «C'était bien de jouer dans ce club (...) je parlerai dans les prochains jours pour donner une réponse aux supporters».

La machine à rumeurs va encore s'emballer à la rubrique transferts ! «Si vous me demandez à moi, il doit absolument rester», a déjà ainsi répondu Zinédine Zidane en conférence de presse, par anticipation.

Le président du Real, Florentino Perez, a lui temporisé sur Antena 3 en Espagne: «Je ne parle pas des joueurs. Nous sommes tous enchantés, heureux ce soir. Ici l'important c'est le club. Un jour comme aujourd'hui, l'important est de fêter cette Ligue des champions. On parle tout le temps, mais jamais ça ne se fait».

Les paroles du Portugais font pourtant du bruit. «L'important était de gagner. Il faut continuer à le faire. Avec moi à la tête du projet ? On va d'abord profiter mais je parlerai dans les prochains jours pour donner une réponse aux supporters qui, eux, sont de mon côté», a exposé CR7.

«C'était bien de jouer dans ce club. Dans ces moments-là, l'avenir de n'importe quel joueur n'est pas important. Mais je ne dis pas que je vais forcément partir. Vous verrez», a-t-il encore ajouté.



CR7, communiquant récidiviste

Et d'ajouter dans son style tout en modestie: «En tout cas, qui est encore le meilleur buteur de la Ligue des champions ? La C1 devrait changer de nom et s'appeler la +Ligue des champions CR7+. J'en ai gagné cinq, je suis encore meilleur buteur. Je ne peux pas être triste ce soir».

Faut-il prendre au sérieux ces suggestions de départ? Il faut se méfier avec le Portugais de 33 ans, quintuple Ballon d'Or, coutumier de ce genre de sorties. Le multi-millionnaire avait choqué l'Espagne en crise à l'été 2012 en se disant «triste» de son sort au Real, avant de résigner un contrat mirabolant l'année suivante.

En novembre 2016, Ronaldo avait encore signé un nouveau contrat courant jusqu'en 2021, avec à la clé un salaire annuel estimé à 23,6 M euros par la presse. Puis à l'été 2017, son entourage avait fait fuiter des envies de départs du Real, mais beaucoup y voyaient une manœuvre pour être soutenu par le club madrilène, alors

qu'il était mis en examen pour fraude fiscale.

«Plus important que (nous, au Real)»

Message entendu, puisque Florentino Perez, président du Real, lançait peu de temps après que Cristiano est «beaucoup plus puissant et plus important que tous ceux (nous, au Real) qui sommes ici».

Devant une juge madrilène, le Portugais avait déclaré qu'il se sentait persécuté et qu'il aimerait retourner en Angleterre, où il a joué six ans à Manchester United (2003-2009). Alors que, selon la presse espagnole, Ronaldo souhaitait tout simplement une nouvelle rallonge de salaire pour faire face à une éventuelle amende du fisc espagnol.

En septembre 2017, il avait de nouveau lancé la balle dans le camp de son président. «C'est une question à laquelle le président du club (Florentino Pérez) saura peut-être mieux répondre que moi», avait-il dit sur la chaîne espagnole Mega. «Moi, je suis content et les choses arrivent toujours de manière naturelle», ajoutait-il.

Ces spéculations autour d'un nouveau contrat pour Ronaldo intervenaient alors que le Real Madrid a engagé une vague de consolidation de son effectif, triple champion d'Europe en titre: tour à tour, Marcelo (2022), Isco (2022), Dani Carvajal (2022), Karim Benzema (2021), Marcos Llorente (2021) et Raphaël Varane (2022) ont prolongé leur contrat ces derniers mois.

C.D. avec AFP